



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/206/Add.4 ✓
E/1991/93/Add.4
7 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-sixième session
Point 82 a)
ACTIVITES OPERATIONNELLES DE
DEVELOPPMENT : ACTIVITES
OPERATIONNELLES DES ORGANISMES
DES NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1991
ACTIVITES OPERATIONNELLES DE
DEVELOPPMENT

Informations statistiques détaillées concernant les
activités opérationnelles de développement en 1990

Note du Secrétaire général

Additif

1. Le présent additif, soumis conformément à la résolution 35/81 adoptée par l'Assemblée générale le 5 décembre 1980, complète le rapport de 1991 sur les activités opérationnelles de développement des organismes des Nations Unies (A/46/206-E/1991/93) et contient des informations statistiques détaillées pour l'année 1990. Il donne un aperçu de la situation concernant les ressources canalisées par les organisations du système des Nations Unies ainsi que des prévisions sur les ressources dont disposeront les principaux organismes de financement.
2. A la demande des Etats Membres, il contient également des informations sur les achats de biens et services effectués par tous les organismes des Nations Unies.

ANNEXE

Informations statistiques détaillées sur les activités
opérationnelles de développement en 1990

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. APERCU DE LA SITUATION ACTUELLE	1 - 19	5
II. TENDANCES FUTURES	20 - 49	17
III. ACHATS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES	50 - 56	22
Note sur les informations statistiques	1 - 14	24

APPENDICE I

Graphique 1	Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies : la situation en 1990	28
Tableau A.1	Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies, 1986-1990)	29
Tableau A.2	Contributions aux fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies, par donateur, 1990	32
Tableau A.3	Contributions aux activités opérationnelles du système des Nations Unies, par donateur, 1990	36
Tableau A.4	Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées, 1990	40
Tableau A.5	Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées : récapitulation par donateur, 1986-1990	41
Tableau A.6	Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées : récapitulation par institution, 1986-1990	42
Graphique 2	Dépenses afférentes aux activités opérationnelles du système des Nations Unies : situation en 1990	43

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
Tableau B.1	Etat récapitulatif des dépenses consacrées aux activités opérationnelles par les organismes des Nations Unies, 1986-1990 44
Tableau B.2	Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles, par pays et par région bénéficiaires (Partie I : Dons) 47
Tableau B.3	Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles de développement, par pays et région bénéficiaires (Partie II : Prêts, secours et autres) 51
Tableau B.4	Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles de développement, par région 54
Tableau B.5	Dépenses sous forme de dons consacrées par les organismes des Nations Unies et d'autres institutions à des activités de développement en 1990, par organisme ou organisation 55
Tableau B.6	Dépenses sous forme de dons consacrées par les organismes des Nations Unies à des activités de développement, par secteur, 1990 56
Tableau B.7	Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles, par groupe de pays, selon le niveau de revenu ou la catégorie 57
Tableau B.8	Dépenses par habitant consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles, par groupe de pays, selon le niveau de revenu ou la catégorie 58
Tableau B.9 a)	Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés 59
Tableau B.9 b)	Dépenses consacrées en 1989 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés 60
Tableau B.9 c)	Dépenses consacrées en 1988 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés 61

TABLE DES MATIERES (suite)

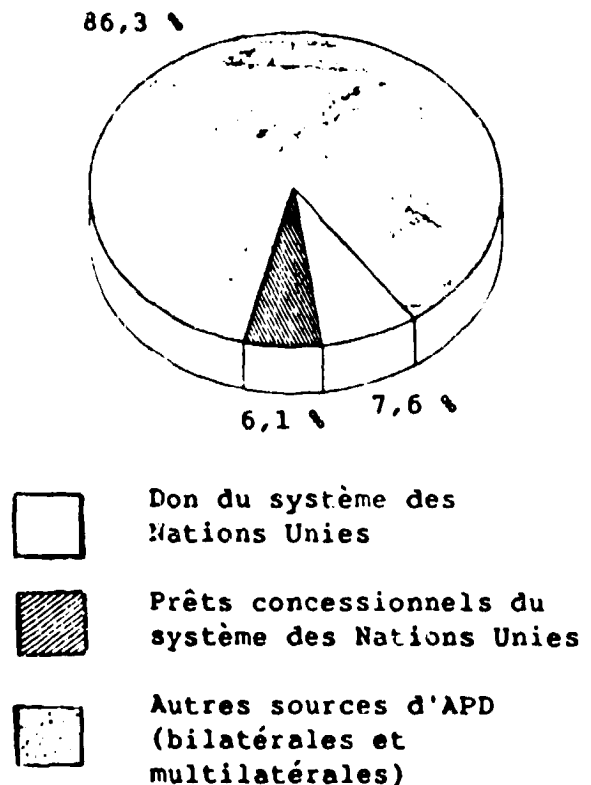
	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
<u>Appendice II</u>		
A. Rapport statistique annuel sur les achats des organisations en 1990	1 - 38	62
B. Total des achats par organisation		73
C. Total des achats de biens par pays fournisseur et de services par pays du siège social		74

I. APERÇU DE LA SITUATION ACTUELLE

1. Le montant total de l'aide publique au développement (APD), toutes sources confondues, s'est élevé à 62,1 milliards de dollars ^{a/} en 1990, contre 53,1 milliards en 1989. Sur ce montant, les apports multilatéraux représentaient 12,4 milliards de dollars, dont 8,5 milliards de dollars fournis par les organismes des Nations Unies et répartis entre des dons (4,7 milliards de dollars, soit 7,6 %) et des prêts concessionnels (3,8 milliards de dollars, soit 6,1 %) (voir tableau B.1).

2. Les dépenses consacrées aux activités opérationnelles par l'intermédiaire du système des Nations Unies recouvrent des dons affectés au développement, des prêts (concessionnels ou non), l'aide aux réfugiés, l'aide humanitaire et l'assistance économique spéciale ainsi que les secours en cas de catastrophe. En 1990, elles se sont élevées au total à quelque 7,7 milliards de dollars ^{b/} et se répartissaient comme suit : aide au développement sous forme de dons : 3,8 milliards de dollars; prêts concessionnels : 3,8 milliards de dollars; prêts non concessionnels : moins 0,8 milliard de dollars; enfin, dons pour l'aide aux réfugiés, l'aide humanitaire, l'assistance économique spéciale et les secours en cas de catastrophe : 0,9 milliard de dollars (voir graphique 2 et tableau B.1). Ne sont pas compris dans ces dépenses les accords relatifs aux services de gestion conclus par le PNUD/F ^{c/}, d'une

PART DU SYSTEME DES NATIONS UNIES
DANS LE TOTAL DE L'APD, 1990



^{a/} Chiffre provisoire fourni par l'OCDE, Paris.

^{b/} Pour les prêts, seuls les transferts nets ont été pris en considération.

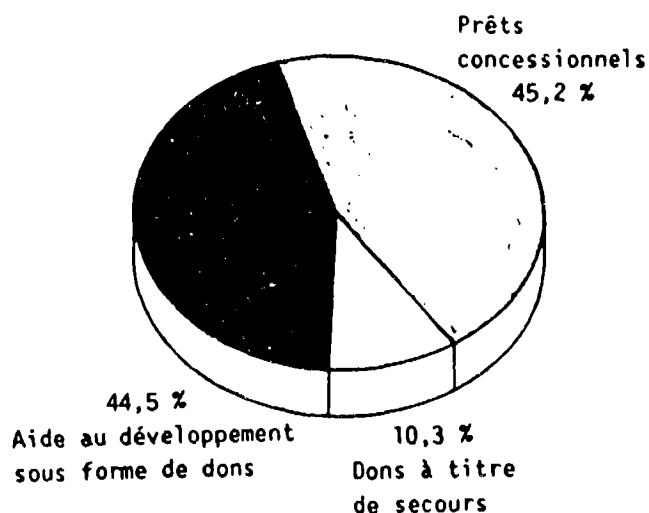
valeur totale de 108 millions de dollars en 1990, et financés par des prêts et crédits multilatéraux et par des ressources bilatérales (voir tableau B.1).

3. Les activités opérationnelles du système des Nations Unies, au sens large, englobent toutes les formes d'aide décrites ci-dessus. Il convient toutefois de distinguer dans la catégorie des aides sous forme de dons entre les activités orientées vers le développement et l'aide humanitaire, ainsi que les secours fournis par le HCR, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO). Ces deux types d'assistance sous forme de dons devraient être distingués des prêts, concessionnels ou non, accordés par la Banque mondiale, y compris l'Association internationale de développement (IDA), et par le Fonds international de développement agricole (FIDA) ^{c/}.

4. Autre distinction importante aux fins de l'analyse, il y a lieu de regrouper les prêts concessionnels et l'aide au développement sous forme de dons fournis par le système en les considérant comme des transferts nets au titre de l'aide concessionnelle au développement. En 1990, celle-ci s'est élevée au total à 7,6 milliards de dollars, dont 6,7 milliards destinés à des pays pris individuellement (voir tableau B.3).

COMPOSITION DE L'AIDE FOURNIE PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

(A l'exclusion des prêts non concessionnels)

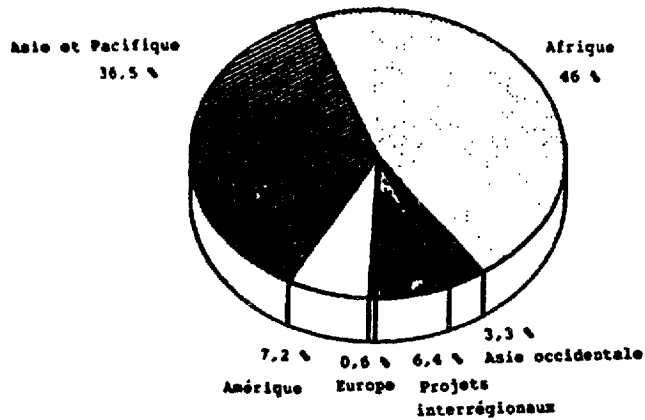


^{c/} Pour faciliter l'analyse, tous les financements assurés par le PNUD ou par des fonds qu'il gère sont assimilés à des dons et tous les transferts de l'IDA et du FIDA à des prêts concessionnels.

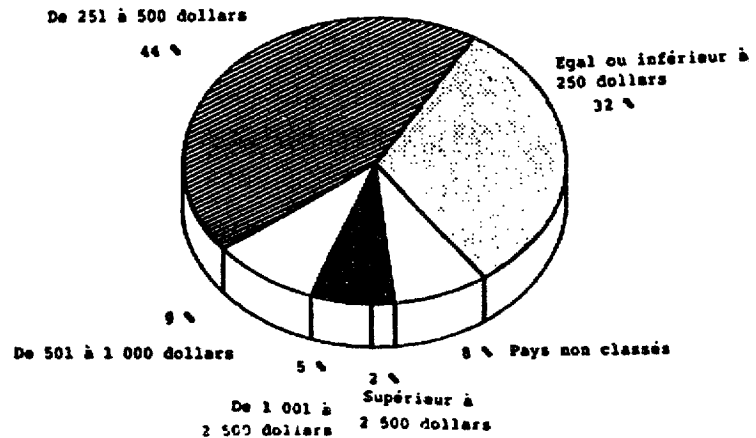
5. Les ressources dites concessionnelles (aide au développement sous forme de dons et prêts concessionnels) ont augmenté de 16 % en 1990 alors qu'elles avaient diminué en chiffres nets en 1989. Sur le plan géographique, l'Afrique a bénéficié d'environ la moitié de ces ressources en 1990, tandis que plus d'un tiers était destiné à la région d'Asie et du Pacifique. Le reste était presque entièrement consacré à des activités entreprises dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes, en Asie occidentale, ainsi qu'aux projets "interrégionaux, mondiaux et divers" (voir tableau B.4).

RESSOURCES CONCESSIONNELLES FOURNIES PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES
 POUR LE DEVELOPPEMENT : TRANSFERTS NETS, 1990

REPARTITION GEOGRAPHIQUE :
 TOTALITE DES ACTIVITES



REPARTITION PAR CATEGORIE DE PAYS
 (EN FONCTION DU PNB PAR HABITANT)



/...

6. L'assistance fournie par le système des Nations Unies est manifestement très axée sur les pays les plus pauvres. En 1990, la moitié environ du montant total de l'aide concessionnelle au développement (y compris sous forme de dons) est allée à des pays classés parmi "les moins avancés". Un tiers environ de ce total a été fourni à des pays dont le produit national brut (PNB) par habitant était égal ou inférieur à 250 dollars et trois quarts sont allés à des pays où le PNB par habitant n'excédait pas 500 dollars. En 1990, les transferts nets de l'IDA se sont élevés à 3,7 milliards de dollars (soit plus de la moitié de l'aide concessionnelle totale aux pays pris individuellement). Plus d'un tiers de ce montant a été consacré à des pays dont le PNB par habitant ne dépassait pas 250 dollars et plus des neuf dixièmes à ceux dont le PNB par habitant n'excédait pas 500 dollars (voir tableau B.7).

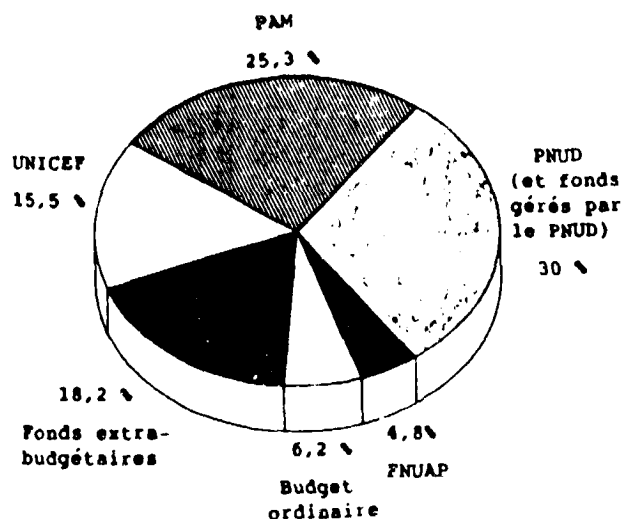
7. La prise en considération du facteur démographique donne encore un autre éclairage à la répartition de cette aide concessionnelle des organismes des Nations Unies. Au total, ces ressources ont représenté une moyenne de 1,26 dollar par habitant en 1990. Pour les pays les plus défavorisés, ce chiffre était beaucoup plus élevé, à savoir 5,24 dollars par habitant dans les pays où le PNB par habitant ne dépassait pas 250 dollars et 1,19 dollar par habitant dans les pays où le PNB par habitant était inférieur à 500 dollars. Les pays classés parmi "les moins avancés" par les Nations Unies ont reçu 7,08 dollars par habitant (voir tableau B.8).

8. L'aide au développement sous forme de dons recouvre des contributions financières fournies par l'intermédiaire de diverses institutions et l'aide alimentaire destinée aux projets de développement qui est acheminée dans le cadre du Programme alimentaire mondial (PAM). Le coordonnateur résident responsable des activités opérationnelles du système des Nations Unies assure la direction générale de l'organisation de cette aide à l'échelon national ainsi que de certaines activités de secours.

9. Au total, comme indiqué au paragraphe 2, l'aide sous forme de dons consacrée à des activités de développement s'est élevée en 1990 à 3,8 milliards de dollars, soit 6 % du total de l'APD et s'est répartie comme suit : PNUD (y compris les fonds gérés par le PNUD) : 1 134 millions de dollars; PAM : 956 millions de dollars; fonds extrabudgétaires (y compris les fonds d'affectation spéciale des organismes et les fonds autofinancés par les pays) : 686 millions de dollars; UNICEF : 584 millions de dollars; budget ordinaire : 234 millions de dollars; FNUAP : 180 millions de dollars (voir tableaux I 2 et B.5).

10. Le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM sont membres du Groupe consultatif mixte des politiques. Quelque 2,9 milliards de dollars, soit environ huit dixièmes des dépenses totales sous forme de dons du système des Nations Unies, ont été canalisés par l'intermédiaire de ces organisations en 1990. Le cinquième membre du Groupe, le FIDA, a dépensé 139 millions de dollars nets en crédits consacrés au développement (voir tableau B.1 et graphique 2).

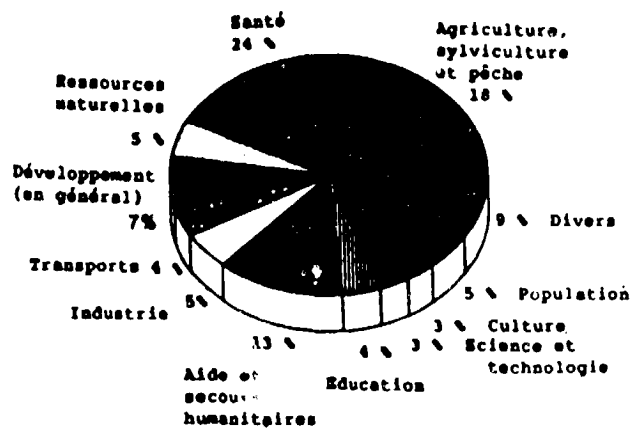
LES PRINCIPAUX CIRCUITS DE
FINANCEMENT DE L'AIDE AU
DEVELOPPEMENT SOUS FORME
DE DONS, 1990



11. En 1990, plus des deux tiers des dépenses à l'échelon national ont bénéficié de la politique générale d'intégration des activités et des conseils en matière de gestion du représentant résident du PNUD, qui exerce aussi les fonctions de représentant officiel du PAM et du FNUAP sur le terrain. Le Conseil d'administration du PNUD, à qui incombe l'examen du programme principal du PNUD, des fonds gérés par le PNUD et du FNUAP, a surveillé en 1989 les dépenses engagées pour 35 % de ces activités de développement sous forme de dons (voir tableau B.2).

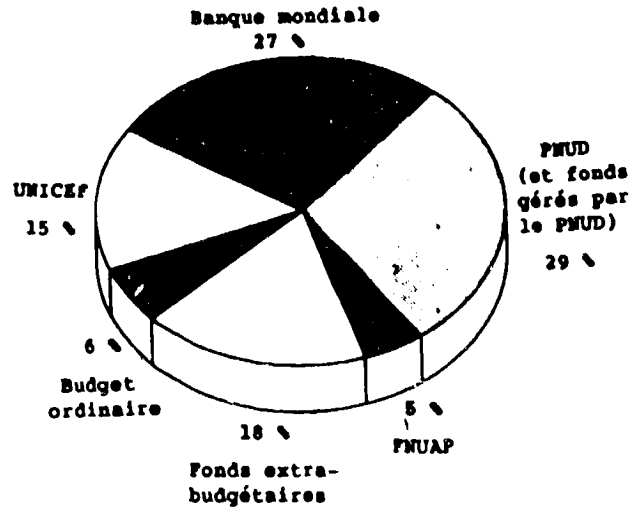
12. Les affectations sectorielles des dons destinés à ces activités sont extrêmement variées, les catégories de programmes ci-après, selon la classification du CAC apparaissant très nettement privilégiées : la santé, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que l'aide et les secours humanitaires. Les autres secteurs en 1990 ont été la planification, les politiques et les questions générales relatives au développement; les ressources naturelles; l'industrie; la population; les transports et communications; et l'éducation (voir tableau B.6).

**REPARTITION SECTORIELLE DE
 L'AIDE AU DEVELOPPEMENT
 SOUS FORME DE DONNS, 1990**



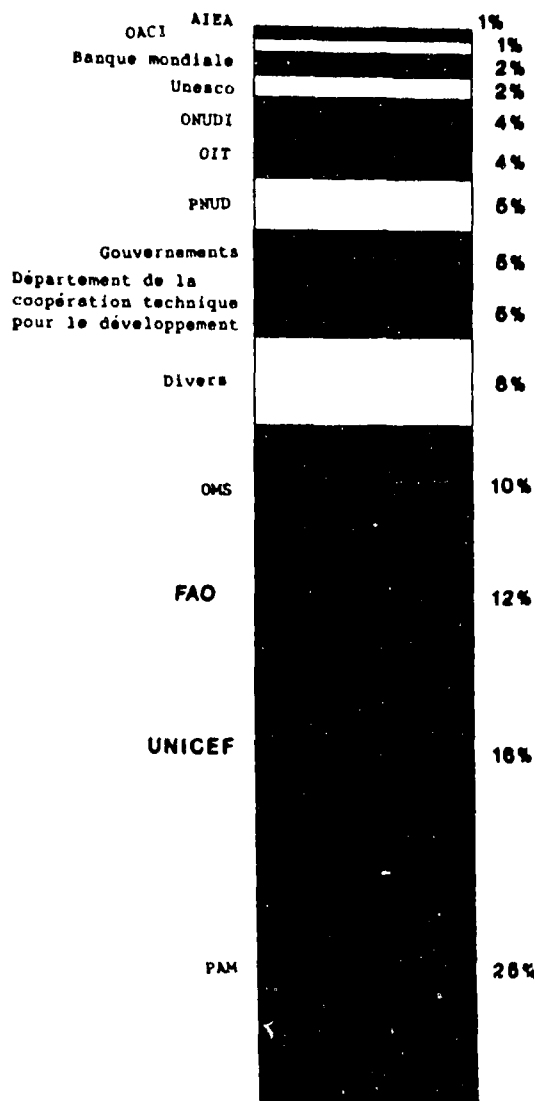
13. Si l'on analyse les activités opérationnelles sous l'angle de ce qu'il est convenu d'appeler la "coopération technique", on aboutit à un tableau un peu différent, où l'aide alimentaire du PAM est absente mais où figurent en revanche les dépenses au titre de la formation et au titre des services de consultants comprises dans les prêts de la Banque mondiale dont les versements bruts se sont élevés à 1,05 milliard de dollars en 1990 (voir la rubrique pour mémoire, au tableau B.1). Dans cette optique, les dépenses totales de coopération technique du système des Nations Unies se sont élevées en 1990 à 3,9 milliards de dollars, répartis entre la Banque mondiale, le PNUD et les fonds gérés par le PNUD, les fonds extrabudgétaires, l'UNICEF, le budget ordinaire et le FNUAP. Il est à noter que si les dépenses de coopération technique de la Banque mondiale sont plus importantes que celles du PNUD, elles prennent la forme de prêts et de crédits aux gouvernements et font finalement partie intégrante de projets d'investissement précis.

PRINCIPAUX CIRCUITS DE FINANCEMENT DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE (Y COMPRIS LA BANQUE MONDIALE ET L'IDA), 1990



14. L'exécution des activités de développement financées par des dons est assurée par 29 organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, en collaboration avec les gouvernements, certaines organisations non gouvernementales et d'autres entités extérieures au système. En 1990, les dépenses y afférentes se sont réparties comme suit entre les divers organismes : PAM : 956 millions de dollars d/; UNICEF : 586 millions de dollars d/; FAO : 437 millions de dollars; OMS : 361 millions de dollars; PNUD : 190 millions de dollars; Département de la coopération technique pour le développement : 173 millions de dollars; ONUDI : 156 millions de dollars; OIT : 149 millions de dollars; Unesco : 93 millions de dollars; Banque mondiale : 79 millions de dollars; OACI : 52 millions de dollars; AIEA : 49 millions de dollars. Les activités exécutées par les gouvernements se sont montées à 179 millions de dollars. Le montant total des dépenses de tous les autres organismes et institutions s'est élevé à 314 millions de dollars (voir tableau B.5).

REPARTITION DE L'EXECUTION DES
 ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT
 FINANCEES PAR DES DONNS, 1990



15. C'est le PNUD (y compris les fonds qu'il gère) qui, au sein du système, centralise le financement et la coordination de l'aide au développement sous forme de dons et il travaille donc en liaison étroite avec les organismes compétents dans les différents secteurs. De plus, les institutions spécialisées sont chargées de l'exécution des

d/ Il est à noter que le PAM et l'UNICEF exécutent directement, avec les gouvernements ou par leur intermédiaire, la quasi-totalité des programmes qu'ils financent.

sept dixièmes des programmes financés par le PNUD. Le FNUAP, bien qu'il se concentre sur un seul secteur, achemine aussi les fonds qu'il dépense par l'intermédiaire de 13 organismes des Nations Unies ainsi que des gouvernements; de plus, il exécute lui-même des activités qui représentent 14 % environ de ses dépenses.

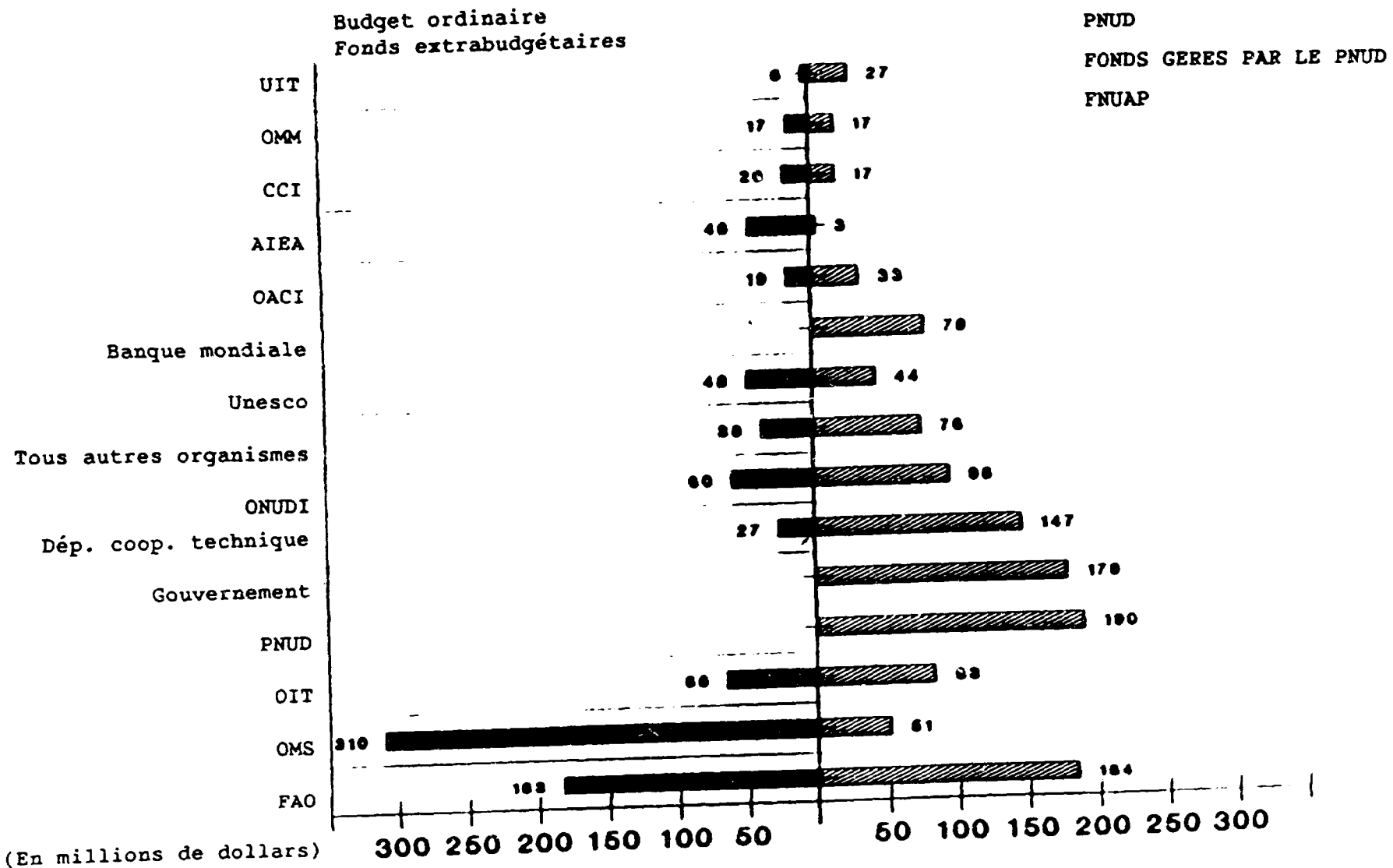
16. Vingt-quatre organismes des Nations Unies font fonction d'agent d'exécution d'activités financées par le PNUD. En 1990, cinq d'entre eux ainsi que des gouvernements et le PNUD lui-même ont fourni à ce titre des apports représentant au moins 67 millions de dollars imputés au budget du programme principal du PNUD. Leurs parts respectives dans ce total s'établissaient comme suit : FAO : 175 millions de dollars (17 %); PNUD : 135 millions de dollars (13 %); gouvernements : 125 millions de dollars (12 %); Département de la coopération technique pour le développement : 118 millions de dollars (11 %); ONUDI : 94 millions de dollars (9 %); Banque mondiale : 75 millions de dollars (7 %); OIT : 67 millions de dollars (6 %). Globalement, la part de tous les autres agents d'exécution du PNUD s'est élevée à 246 millions de dollars (25 %) (voir tableau B.5).

17. Le PNUD et les fonds gérés par le PNUD ont financé, en 1990, 42 % des dépenses de coopération technique de 23 des organismes mentionnés ci-dessus, exclusion faite du PNUD lui-même. Si l'on ajoute les dépenses du FNUAP, il apparaît que le Conseil d'administration du PNUD a eu la responsabilité du financement de 49 % des dépenses de ces 23 organismes au titre des activités opérationnelles, soit un montant total de 897 millions de dollars.

18. L'importance du rôle central du PNUD et de son conseil d'administration en matière de financement tient aussi, du point de vue des organismes des Nations Unies, au volume et à la répartition des dépenses financées par leurs propres budgets ordinaires et fonds extrabudgétaires. Prises ensemble, ces dépenses, qui sont effectuées suivant des modalités conformes aux mandats et procédures propres à chaque organisme, sont presque aussi élevées que les ressources gérées par le PNUD. L'OMS est tenue de consacrer 60 % au moins de son budget ordinaire à la coopération pour le développement, et c'est elle qui, de loin, finance à ce titre le programme le plus important. Toutefois, celui de l'AIEA représente une proportion encore plus élevée de ses dépenses de coopération technique. La FAO et l'OMS disposent en outre de ressources extrabudgétaires très substantielles. En 1990, les dépenses financées sur le budget ordinaire et par des fonds extrabudgétaires de l'OMS, de l'AIEA et de la FAO se sont montées au total à 539 millions de dollars, soit 69 % des dépenses totales effectuées par l'intermédiaire de ces trois institutions (voir tableau B.5).

19. L'UNICEF est un cas particulier : bien qu'il soit autofinancé, ce fonds a reçu en 1990 des fonds du FNUAP et des ressources gérées par le PNUD d'un montant total de 2 millions de dollars. Le bénéfice net de la vente de ses cartes de vœux a atteint 90 millions de dollars en 1990 (voir la rubrique pour mémoire du tableau A.1).

REPARTITION DES DEPENSES TOTALES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT SOUS FORME DE DONS
 EFFECTUEES EN 1990 PAR LES ORGANISMES QUI RECOIVENT DES FONDS DU PNUD



II. TENDANCES FUTURES

20. A la demande du Directeur général, les principales institutions financières du système des Nations Unies ont fourni un bref résumé de leurs prévisions de ressources pour les deux prochaines années.

Banque mondiale

21. Durant l'exercice 1991 (1er juillet 1990-30 juin 1991), les nouveaux engagements de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) et de l'Association internationale de développement (IDA) se sont élevés au total à 22,7 milliards de dollars des Etats-Unis, contre 20,7 milliards pour l'exercice 1990. Durant le même exercice 1991, les prêts de la Banque mondiale se sont élevés à 16,4 milliards de dollars et les crédits de l'IDA à 4,6 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS) (équivalant à 6,3 milliards de dollars), contre 15,2 milliards de dollars et 4,3 milliards de DTS (soit 5,5 milliards de dollars), respectivement, pour l'exercice 1990.

22. Les prêts de la Banque mondiale à l'Europe de l'Est durant l'exercice 1991 ont dépassé de 60 % ceux de l'exercice précédent - environ 2,9 milliards de dollars contre 1,8 milliard. Le total des prêts de la Banque mondiale et de l'IDA à l'Europe, au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord - la région dont fait partie l'Europe de l'Est dans la structure de la Banque mondiale - se sont élevés à 6,5 milliards de dollars, contre 3,9 milliards l'exercice précédent. Les nouveaux engagements de prêts de la Banque mondiale et de l'IDA pour l'Afrique ont été de 3,4 milliards, contre 3,9 milliards durant l'exercice 1990. Le montant total pour les pays d'Asie a été de 7,5 milliards, contre 6,4 milliards l'exercice précédent. Pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les engagements ont été de 5,2 milliards, contre 5,9 milliards durant l'exercice 1990.

23. Les décaissements bruts de l'IDA ont atteint un niveau record de 4,5 milliards de dollars, en augmentation par rapport aux 3,9 milliards de l'exercice 1990. En revanche, les décaissements bruts de la Banque ont diminué, passant de 13,9 milliards à un montant estimatif de 11,2 milliards pour l'exercice 1991, en raison surtout de l'absence de grandes opérations de réduction de la dette dans son programme de prêts. Les décaissements nets de la Banque mondiale et de l'IDA se sont élevés durant l'exercice 1991 à 6,2 milliards de dollars au lieu de 9,4 milliards l'année précédente; les décaissements nets de l'IDA ont augmenté, passant de 3,7 milliards de dollars l'exercice précédent à 4,2 milliards de dollars.

24. Un Fonds pour l'environnement mondial (FEM), créé en novembre 1990, sera administré conjointement par la Banque, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ce programme pilote de trois ans qui démarre avec des engagements initiaux d'environ 1,5 milliard de dollars, a pour but de fournir des ressources concessionnelles pour aider à financer dans les pays en développement, des programmes et projets dans les quatre domaines suivants : protection de la couche d'ozone, protection de la diversité biologique, protection des eaux internationales, et réduction des émissions de gaz

entraînant un effet de serre. En fin d'exercice, 20 pays avaient versé au fonds de base du FEM des contributions s'élevant au total à environ 800 millions de dollars.

25. Le lancement de la deuxième phase du Programme spécial d'assistance (PSA) a permis de maintenir l'aide aux pays d'Afrique subsaharienne à revenu faible qui appliquent des programmes d'ajustement structurel. Pour cette deuxième phase, qui couvre la période triennale 1991-1993, 18 donateurs ont annoncé des contributions de 7,4 milliards de dollars pour des opérations de cofinancement et de financement coordonné destinées à soutenir les programmes d'ajustement de ces pays. Les engagements de l'IDA au cours de la même période devraient atteindre près de 3 milliards de dollars.

26. L'Initiative pour le renforcement des capacités en Afrique (IRCA) a été lancée en février 1991. Cofinancée par la Banque, le PNUD et la Banque africaine de développement (BAfD), l'IRCA vise à créer et renforcer des capacités locales d'analyse et de gestion économiques.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

27. On estime les contributions volontaires aux activités de base du PNUD pour 1991 à 1 017 millions de dollars des Etats-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU en août 1991. Les contributions annoncées pour les fonds gérés par le PNUD sont évaluées à 66 millions de dollars. Les fonds extrabudgétaires destinés à d'autres activités se montant à 200 millions de dollars (services de gestion non compris), les ressources totales canalisées par le PNUD seraient d'environ 1 300 millions de dollars en 1991.

28. Ce niveau de revenu permettra au PNUD d'exécuter les programmes de pays et les programmes multinationaux approuvés pour le cycle 1987-1991 (3 675 millions de dollars).

29. Les ressources destinées aux activités autres que de base continuent d'être une source complémentaire de revenu très utile et de plus en plus importante pour des pays et des thèmes particuliers. Tous ces arrangements de participation aux coûts et de fonds à affectation spéciale sont exécutés dans le contexte soit d'un programme de pays soit d'un programme multinational, ce qui sert les priorités de développement des gouvernements bénéficiaires.

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

30. Les apports aux ressources générales du FNUAP pour 1991 sont estimés à 216,4 millions de dollars au 30 juin, ce qui représente une augmentation d'environ 2 % par rapport à 1990. En outre, les ressources extrabudgétaires supplémentaires destinées à financer des projets et programmes spécifiques dans un cadre multibilatéral ou autre devraient atteindre 10 millions de dollars, portant ainsi le total des ressources financières nouvelles dont disposerait le FNUAP pour l'année 1991 à 226,4 millions de dollars. Ce chiffre sera ajusté en cours d'exercice selon les fluctuations de la valeur du dollar des Etats-Unis.

31. Dans le plan de travail pour 1992-1995 et dans la demande de pouvoir d'approbation présentée au Conseil d'administration du PNUD et approuvée à sa trente-huitième session en juin 1991, le FNUAP prévoyait que les recettes destinées à ses ressources générales s'élèveraient pour 1992-1995 à 1 216 millions de dollars (262 millions en 1992, 288 en 1993, 317 en 1994 et 349 en 1995), ce qui représente une augmentation de 10 % par an.

32. Les prévisions de croissance des recettes pour 1992-1995 sont basées sur trois facteurs principaux : a) l'augmentation continue du nombre de donateurs qui contribuent aux ressources générales du FNUAP ainsi que le maintien depuis 1987 d'une tendance à l'accroissement des ressources générales; b) le renouveau d'intérêt exprimé par le Conseil d'administration au paragraphe 15 de sa décision 91/35 A de juin 1991, pour les liens existant entre la population, l'environnement et le développement économique et social; et c) les ressources financières dont le FNUAP a besoin pour réaliser, grâce à l'expansion régulière de son programme, les buts et objectifs définis par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/216 du 21 décembre 1990 sur la nécessité de trouver de nouvelles ressources pour s'occuper des questions de population, par le Conseil d'administration du PNUD au paragraphe 19 de sa décision 91/35 A et par la Déclaration d'Amsterdam : Une vie meilleure pour les générations futures, adoptée lors du Forum international sur la population au XXI^e siècle, tenu à Amsterdam en novembre 1989, déclaration qui définissait les buts et objectifs à atteindre d'ici à l'an 2000.

33. Il faut noter aussi que, comme c'était le cas en 1990, les prévisions de recettes actuellement retenues dans le plan de travail pour 1992-1995 ne comprennent pas de contribution des Etats-Unis. Si le Gouvernement des Etats-Unis décide de contribuer à nouveau aux activités du FNUAP, les prévisions de recettes seront révisées en hausse. De plus, il faudra ajuster les recettes, au cours de la période couverte par le plan, en fonction des fluctuations de la valeur du dollar des Etats-Unis.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

34. On prévoit que la masse commune des ressources de l'UNICEF pour 1991 sera au total de 501 millions de dollars au taux de change de juillet 1991. Pour la période 1992-1994, on prévoit une augmentation à un taux moyen annuel de 5,8 %. Les principales composantes de la masse commune des ressources sont décrites ci-après.

35. Bien que la plupart des gouvernements aient augmenté leur contribution en monnaie locale à l'UNICEF en 1991, la remontée du dollar des Etats-Unis causera probablement une diminution de l'ensemble des recettes provenant des gouvernements par rapport à 1990. Sur la base des contributions annoncées et des dernières prévisions, on estime à 388 millions de dollars le montant des contributions des gouvernements à l'UNICEF en 1991. Pour la période 1992-1994, l'UNICEF prévoit un taux moyen de croissance annuelle de 5,2 %.

36. L'UNICEF prévoit que les contributions non gouvernementales augmenteront de 1 million par an, passant ainsi de 25 millions de dollars en 1991 à 28 millions en 1994.

37. Les recettes nettes de l'opération Cartes de vœux figurent dans les comptes de l'UNICEF au titre des recettes. Ces recettes nettes comprennent le revenu de la vente des produits de l'OCV et celui provenant d'appels de fonds dans le secteur privé et de manifestations spéciales de collecte de fonds, ainsi que celui d'initiatives nouvelles. L'UNICEF espère voir les recettes de cette source atteindre 81 millions de dollars en 1991 et 97 millions en 1994.

38. L'UNICEF reçoit des contributions aux fonds supplémentaires pour des programmes et projets ainsi que pour les secours d'urgence. Les prévisions de recettes à ce titre sont, pour 1991, de 220 millions de dollars pour les programmes et projets et de 75 millions pour les urgences, soit au total 295 millions de dollars. Pour la période 1992-1994, l'UNICEF prévoit une progression moyenne annuelle de 8 % pour les contributions à des fins autres que les urgences. Bien que l'on ait chaque année besoin de secours d'urgence quelque part dans le monde, il est impossible de prévoir les montants spécifiques qui seront requis dans l'avenir. Le plan financier de l'UNICEF suppose que les contributions aux secours d'urgences s'élèveront au minimum à 50 millions de dollars par an pendant la période 1992-1994.

Programme alimentaire mondial (PAM)

39. Au 1er avril 1991, 82 donateurs avaient annoncé des contributions aux ressources ordinaires du PAM d'un montant de 1 203 millions de dollars pour l'exercice biennal précédent, c'est-à-dire 1989-1990, et 35 donateurs avaient annoncé des contributions d'un montant total de 829 millions de dollars pour le nouvel exercice 1991-1992. Ce dernier chiffre correspond à 55 % de l'objectif de 1 500 millions de dollars fixé pour les ressources ordinaires de programme pour le présent exercice biennal.

40. Le montant cumulé des ressources versées ou annoncées au PAM pour 1989-1990 sous forme de ressources ordinaires et de contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence, aux opérations de longue durée en faveur des réfugiés et à l'opération spéciale d'Afghanistan, s'élevait à 1 760 millions de dollars au 1er avril 1991, dépassant ainsi d'environ 160 millions de dollars le chiffre prévu (1 600 millions de dollars).

41. Pour l'exercice biennal 1991-1992, le montant cumulé des ressources versées ou annoncées au PAM s'élevait au 1er avril 1991 à 1 082 millions de dollars des Etats-Unis. Compte tenu de l'expérience passée, on prévoit que le montant total des ressources générales dont le PAM disposera pour cet exercice biennal pourrait atteindre 2 000 millions de dollars en fin d'exercice, non compris les fonds spéciaux d'affectation ponctuelle, et que les ressources destinées aux opérations de longue durée en faveur des réfugiés représenteront une bonne partie de cette augmentation.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

42. L'accord de création du FIDA est entré en vigueur le 30 novembre 1977 lorsque les annonces de contribution aux ressources initiales ont atteint 1 milliard de dollars des Etats-Unis.

43. Lors de la première reconstitution des ressources du FIDA, les gouvernements membres ont annoncé des contributions totales de 1 100 millions de dollars, 620 millions provenant des pays de la catégorie I, 450 millions des pays de la catégorie II et 30 millions des pays de la catégorie III, dont 20 millions en monnaies convertibles.
44. Les pays des catégories I et II n'ayant pu se mettre d'accord à temps sur les montants de la deuxième reconstitution, la période sur laquelle portait la première reconstitution (1981-1983) avait été prorogée d'une année. Après de longues négociations, qui ont duré plus de deux ans, les deux principales catégories de donateurs sont parvenues à un accord au sujet de la deuxième reconstitution. Le 23 janvier 1986, le Conseil des gouverneurs du FIDA adoptait à l'unanimité la résolution 37/IX sur la reconstitution des ressources du FIDA pour la période 1985-1987; celles-ci se montaient à 460 millions de dollars (276 millions versés par les pays de la catégorie I et 184 millions provenant de la catégorie II). Les pays de la catégorie III s'engageaient à verser 27,6 millions de dollars.
45. Lors de la reprise de sa douzième session, en juin 1989, le Conseil des gouverneurs est parvenu à un accord sur la troisième reconstitution des ressources, le montant étant fixé à 522,9 millions de dollars. Toutefois, après l'annonce des contributions supplémentaires des pays de la catégorie III, pour lesquelles les pays de la catégorie I se sont engagés à verser des contributions de contrepartie dans la proportion de trois à un, les contributions annoncées jusqu'en janvier 1990 s'élevaient à 566,6 millions de dollars, les pays de la catégorie I devant verser 186,6 millions de dollars de contributions aux ressources ordinaires et 191,5 millions de contributions supplémentaires, les pays de la catégorie II 124,4 millions de dollars et ceux de la catégorie III 64,1 millions de dollars.
46. Pour faire face à la situation d'urgence qui persistait au milieu des années 80 dans les pays de l'Afrique subsaharienne victimes de la sécheresse et de la désertification, le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration du FIDA ont décidé d'ajouter au programme ordinaire du FIDA dans la région africaine un Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne victimes de la sécheresse et de la désertification, qui est devenu opérationnel en 1986. La campagne d'appel de fonds a permis d'obtenir environ 300 millions de dollars de ressources supplémentaires au cours d'une période de trois ans.
47. A la fin de 1990, le FIDA avait engagé presque toutes les ressources provenant des contributions à ce programme spécial. Celles-ci lui ont permis de faire passer le niveau de son assistance à l'Afrique d'environ 33 % de ses prêts annuels totaux en 1983 à environ 55 % durant la période 1986-1990. Il a pu assurer en même temps une répartition équitable des ressources ordinaires entre les autres régions du monde.
48. Compte tenu de cette situation, le Conseil des gouverneurs a demandé au Président de procéder à des consultations avec les pays donateurs pour obtenir des ressources pour une deuxième phase de ce Programme. Les consultations

déjà entreprises ont donné des résultats encourageants : la France a annoncé une contribution de 40 millions de dollars et le Koweït une contribution de 15 millions. D'autres pays se sont déclarés prêts à annoncer prochainement des contributions substantielles. Pour cette deuxième phase, le FIDA vise un niveau comparable à celui atteint au cours de la première phase, c'est-à-dire 300 millions de dollars. Lors de sa quatorzième session, qui vient de se terminer, le Conseil des gouverneurs a en outre autorisé le Président et le Conseil d'administration à mettre en route la deuxième phase du programme.

49. Au cours de cette deuxième phase, le Programme spécial du FIDA, en ciblant ses activités, pourra jouer un rôle efficace en distribuant aux fermiers, aux pasteurs nomades et à d'autres groupes ruraux qui ensemble constituent plus des trois quarts de la population de l'Afrique subsaharienne des ressources dont ils ont grand besoin. Le principal objectif de la deuxième phase du Programme spécial sera d'atténuer la pauvreté en préservant l'environnement.

III. ACHATS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

A. Achats de biens et services

50. Il ressort des informations et des statistiques figurant à l'appendice II que les mesures prises par les organisations (notamment dans le cadre du Groupe de travail d'achats interorganisations et par l'intermédiaire du Bureau des services d'achats interorganisations) pour appliquer les recommandations formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/196 du 11 décembre 1987 donnent de bons résultats mais doivent être systématisées et bénéficier de la pleine coopération de toutes les organisations intéressées si l'on veut maintenir ce qui a été obtenu et faire de nouveaux progrès.

51. En 1990, les achats ont représenté au total 1 136 millions de dollars des Etats-Unis contre 1 007 millions en 1989; sur ce total, les achats faits dans les pays en développement se sont montés à 320 millions de dollars. En pourcentage, la progression est de 12,8 % par rapport à 1989, les achats de matériel ayant augmenté de 10,7 % et ceux de services, dans le cadre de contrats de sous-traitance, de 24,5 %.

52. Les achats effectués dans les grands pays fournisseurs (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, France et Suisse) se sont élevés en 1990 à 587 millions, soit 51,7 % du total, contre 533 millions en 1989 (52,9 % du total).

53. Les achats effectués dans des pays donateurs importants mais sous-utilisés (Canada, Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas et Suède) se sont montés à 136,2 millions de dollars en 1990, soit 12 % du total. Par rapport aux 117 millions de dollars enregistrés en 1989, ce chiffre représente une progression de 16,2 %.

**B. Transactions triangulaires, opérations trilatéral
et achats locaux au titre de l'aide alimentaire**

54. Le PAM est le plus grand organisme acheteur de tout le système des Nations Unies, ses achats de produits alimentaires et de services de transport dépassant chaque année 300 millions de dollars.

55. Depuis 1985, le PAM a acheté des produits alimentaires d'une valeur de près de 500 millions de dollars dans les pays en développement, ce qui représente la plus grande contribution du système des Nations Unies au commerce Sud-Sud. Ces achats procurent aux pays pauvres qui ont des excédents de certains produits des devises étrangères dont ils ont grand besoin; à long terme, ils encouragent aussi le commerce régional.

56. En 1990, le PAM a acheté 735 000 tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 155 millions de dollars, pour les distribuer dans les pays en développement. Ce tonnage dépasse de presque 10 % le record atteint en 1989, bien que le montant dépensé soit légèrement inférieur au chiffre de 1989 (157 millions de dollars) en raison de la baisse des prix des produits alimentaires. Outre ses propres ressources, le PAM a utilisé pour ses achats des fonds versés en vertu de la Convention relative à l'aide alimentaire et des fonds provenant de la Réserve alimentaire internationale d'urgence ainsi que de donateurs bilatéraux et d'autres organismes des Nations Unies. Près de 6 tonnes sur 10 - pour un total de 91 millions de dollars - ont été achetées dans les pays en développement. Au total, le PAM a acheté des produits alimentaires à 48 pays en développement en 1990. Rien qu'en Afrique, les dépenses du PAM en 1990 ont atteint 52,7 millions de dollars (un chiffre record) pour l'achat de 260 000 tonnes de produits alimentaires. Le PAM aurait pu effectuer encore plus d'achats dans les pays en développement si certains fonds n'avaient pas été liés par les donateurs à l'obligation d'acheter dans des pays développés.

NOTE SUR LES INFORMATIONS STATISTIQUES

Note générale

1. Le champ, les définitions et les sources des données statistiques qui figurent dans le présent rapport sont à peu près les mêmes que dans les précédents rapports diffusés dans cette série. Certaines modifications ont été apportées à la présentation des données, aux titres des colonnes et à ceux des tableaux dans un souci de clarté et de cohérence interne. Les notes que l'on trouvera au bas des tableaux contiennent des explications sur les cas spéciaux et ceux de non-concordance des totaux entre tableaux.

Définitions et explications

2. Pour les sources des données, voir le paragraphe 45 du premier rapport annuel (1981) (A/36/478, annexe) et les notes figurant au bas des tableaux.

3. Les données présentées correspondront aux chiffres définitifs pour 1990. Toute révision ou mise à jour qui pourrait se révéler ultérieurement nécessaire serait communiquée à l'Assemblée générale.

4. Les données relatives aux contributions recouvrent exclusivement celles que les organismes des Nations Unies reçoivent des gouvernements et d'autres sources et les bénéfices nets de l'opération Cartes de vœux de l'UNICEF. Les autres revenus, correspondant à des transferts de l'un à l'autre, à des intérêts, etc., en sont exclus.

5. Les données concernant les dépenses et versements représentent l'appui fourni par ces organismes aux programmes et projets des pays en développement et ne comprennent pas les dépenses d'administration, d'appui aux programmes et autres dépenses d'appui lorsque celles-ci ont pu être isolées.

6. L'UNICEF et le PAM, outre leur aide au développement, mènent quelques activités de caractère humanitaire ou des opérations de secours d'urgence. Les contributions et les dépenses correspondantes étant difficiles à indiquer séparément, elles ont été toutes regroupées sous la rubrique Aide au développement.

7. En ce qui concerne les prêts, les versements nets représentent les versements bruts diminués des remboursements de principal; les transferts nets correspondent aux versements diminués des intérêts et commissions.

8. L'expression "fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies" s'applique aux fonds et programmes visés par la Conférence annuelle des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement (voir ci-dessous) et désignés comme tels par l'Assemblée générale, aux ressources destinées aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies (voir tableau B.5), ainsi qu'aux autres fonds d'affectation spéciale des Nations Unies qui servent à financer des activités de développement.

9. Les appellations employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

10. Le terme "pays" employé dans le texte du présent rapport recouvre également, le cas échéant, des territoires ou des zones.

11. Par "dollar" on entend le dollar des Etats-Unis, sauf indication contraire. La virgule est utilisée pour indiquer les décimales. Deux points de suspension (..) indiquent que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas isolables. Des parenthèses () indiquent, sauf explication contraire, un déficit ou une diminution. Le tiret (-) indique que le montant est nul ou négligeable, ou que la rubrique est sans objet. Le trait d'union (-) entre deux millésimes, par exemple 1971-1973, indique qu'il s'agit de la période tout entière (y compris la première et la dernière année mentionnées).

12. Dans les tableaux, les totaux ou pourcentages indiqués ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments, les chiffres ayant été arrondis.

13. Les abréviations utilisées dans le texte et dans les tableaux sont les suivantes :

AGFUND	Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APD	Aide publique au développement
BAfD	Banque africaine de développement
BAfD	Banque asiatique de développement
BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
BSAI	Bureau des services d'achats interorganisations du Programme des Nations Unies pour le développement
CAC	Comité administratif de coordination
CAD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques
CCI	Centre CNUCED/GATT du commerce international
CCQF (AO)	Comité consultatif du CAC pour les questions de fond (activités opérationnelles)

CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
DCTD	Département de la coopération technique pour le développement (Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)
FADES	Fonds arabe de développement économique et social
FANUERN	Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
F.g. PNUD	Fonds gérés par le PNUD
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GCMP	Groupe consultatif mixte des politiques (membres : PNUD, FNUAP, UNICEF et, depuis 1988, FIDA)
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale

OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUD/BSP	Programme des Nations Unies pour le développement/Bureau des services d'appui aux projets
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSAE	Programmes spéciaux d'assistance économique de l'ONU
SFI	Société financière internationale
SFNUSTD	Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies

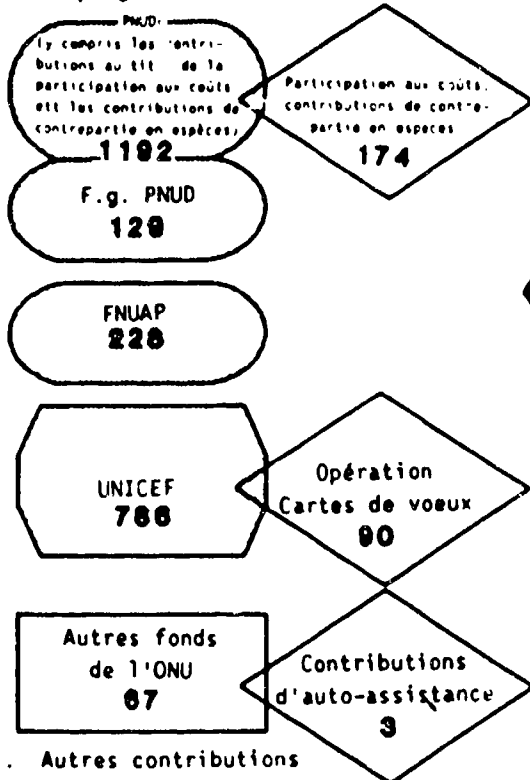
14. On trouvera d'autres explications et définitions dans les notes qui accompagnent les tableaux A.1 et B.1.

Graphique 1

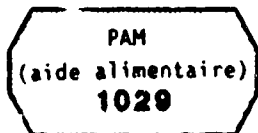
Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies : la situation en 1990

(En millions de dollars des Etats-Unis)

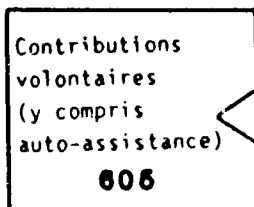
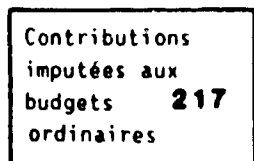
I. Contributions aux fonds et programmes de l'ONU



II. Autres contributions

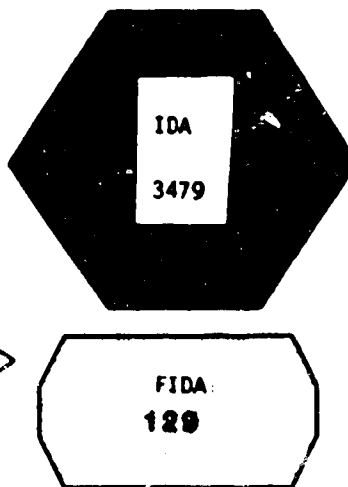


III. Contributions aux activités des institutions spécialisées

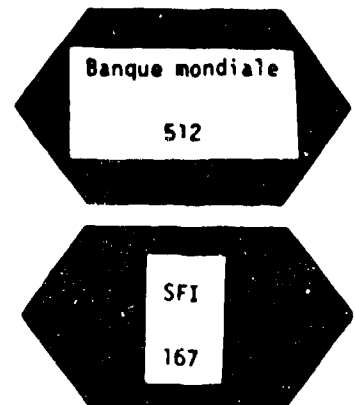


IV. Contributions au Groupe de la Banque mondiale et au FIDA

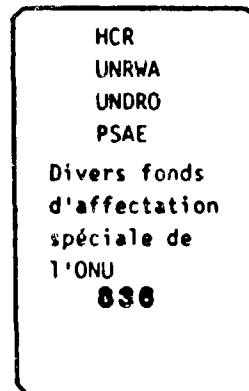
Contributions à l'IDA et au FIDA



Versements au titre du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SFI



Pour mémoire:
 Contributions aux activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe



Légende :

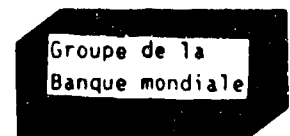


Tableau A.1

Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies, 1986-1990

(En millions de dollars courants)

	1986	1987	1988	1989	1990
I. Contributions aux fonds et programmes de l'ONU					
1. Contributions au PNUD <u>a/</u>	913,6	1 024,9	1 070,8	1 075,2	1 192,9
2. Contributions aux fonds gérés par le PNUD et à ses fonds d'affectation spéciale <u>b/</u>	93,2	100,9	131,1	129,9	128,5
Total partiel, 1 et 2	1 006,8	1 125,8	1 201,9	1 205,1	1 321,4
3. Contributions au FNUAP <u>c/</u>	174,3 <u>c/</u>	175,0	195,8	203,7	227,8
4. Contributions à l'UNICEF <u>d/</u>	440,2	547,5	676,8	635,8	785,7
5. Contributions à d'autres fonds et programmes de l'ONU <u>e/</u>	33,9	29,4	43,8	35,7	66,8 <u>f/</u>
6. Contributions au PAM <u>g/</u>	701,1	832,1	981,3	1 064,6	1 029,1
Total partiel	2 356,3	2 709,8	3 099,6	3 144,9	3 430,8
II. Contributions aux activités opérationnelles des institutions spécialisées					
7. Contributions imputées aux budgets ordinaires <u>h/</u>	310,5	320,4	271,9	246,2	216,5 <u>i/</u>
8. Contributions extrabudgétaires <u>j/</u>	354,9	415,9	536,9	537,1 <u>k/</u>	604,9 <u>l/</u>
Total partiel, 7 et 8	665,4	736,3	808,8	783,3	821,4
Total, 1 à 8	3 021,7	3 446,1	3 908,4	3 928,2	4 252,2
III. Contributions au groupe de la Banque mondiale et au Fonds international de développement agricole					
9. Contributions au FIDA	154,3	302,1	261,6	77,5	129,0
10. Contributions à l'IDA	2 582,1	2 914,6	3 322,4	3 737,4	3 478,6
Total partiel, 9 et 10	2 736,4	3 216,7	3 584,0	3 814,9	3 607,6
11. Versements au titre du capital souscrit à la Banque mondiale	647,1	319,6	747,9	712,0	511,6
12. Versements au titre du capital souscrit à la SFI	110,4	114,5	117,5	80,7	167,1
Total partiel, 11 et 12	757,5	434,1	865,4	792,7	678,7
Total, 9 à 12	3 493,9	3 650,8	4 449,4	4 607,6	4 286,3
TOTAL GENERAL	6 515,6	7 096,9	8 357,8	8 535,8	8 538,5
Pour mémoire :					
<u>Rubriques supplémentaires</u>					
Contributions aux activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire, d'assistance économique spéciale et de secours en cas de catastrophe <u>n/</u>	534,2	611,2	614,9	814,1	836,4
Fonds du PNUD pour l'environnement	32,8	35,7	39,9	45,2	61,5
<u>Rubriques explicatives</u>					
Participation aux coûts et contributions de contrepartie en espèces des gouvernements versées au PNUD <u>o/</u>	116,2	132,1	127,7	128,0	173,5
Cartes de vœux de l'UNICEF <u>p/</u>	22,5	30,4	80,6	49,2	89,7
Contributions d'"auto-assistance" versées par les gouvernements aux organismes et aux institutions spécialisées <u>q/</u>	70,9	69,2	81,8	55,8	69,1
Ressources fournies à des organismes des Nations Unies pour des activités financées par des prêts et crédits Banque mondiale/IDA	48,0	54,2	52,6	44,3	40,3

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau A.1)

Source : Etats financiers des fonds et programmes des Nations Unies et du PAM; rapports internes de la Banque mondiale et du FIDA; DP/1988/55, DP/1989/60, DP/1990/74 et DP/1991/69. Voir aussi les tableaux A.2 et A.3. Pour la définition des termes, voir la note sur les informations statistiques.

a/ Y compris les contributions au titre de la participation aux coûts et les contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements, ainsi que les contributions versées au Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.

b/ Il s'agit du Fonds d'équipement des Nations Unies, du Fonds spécial pour les pays en développement sans littoral, du Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, du Fonds pour les Volontaires des Nations Unies, du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne; et des contributions versées à d'autres fonds, comptes et fonds d'affectation spéciale du PNUD - y compris les fonds d'affectation spéciale établis par l'Administrateur - ainsi qu'au titre du programme pour les administrateurs auxiliaires. Ces chiffres comprennent les contributions versées à ces fonds au titre de la participation aux coûts.

c/ Y compris les contributions aux fonds d'affectation spéciale et aux "programmes démographiques spéciaux" du FNUAP.

d/ Y compris les bénéficiaires nets de la vente de cartes de vœux, dont le montant est ensuite versé aux activités opérationnelles.

e/ Il s'agit des contributions imputées sur le budget ordinaire et des contributions extrabudgétaires, y compris des contributions d'"auto-assistance" versées par les gouvernements, concernant l'Organisation des Nations Unies et ses commissions régionales, la CNUEH, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et la CNUCED. Voir aussi le rapport annuel du PNUD sur les dépenses ordinaires et extrabudgétaires de la coopération technique financées au moyen de ressources autres que celles du PNUD (par exemple DP/1991/69).

f/ Outre les contributions extrabudgétaires à des organismes des Nations Unies, les contributions correspondantes imputées sur le budget ordinaire, qui figuraient auparavant à la ligne 7, et les contributions correspondantes d'"auto-assistance" versées par les gouvernements, figurant auparavant à la ligne 8, sont désormais comprises dans les chiffres figurant à la ligne 5. Pour faciliter la comparaison, les contributions imputées sur le budget ordinaire et les contributions d'"auto-assistance" se sont élevées en 1990 à 17,7 et 2,8 millions de dollars respectivement.

(Suite des notes du tableau A.1)

g/ Y compris les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et les contributions extrabudgétaires.

h/ Part des Etats Membres dans le budget des organisations consacrée au financement des dépenses de coopération technique, en fonction de leur quote-part.

i/ Voir note f/.

j/ Contributions volontaires provenant de sources bilatérales publiques ou non et de sources multilatérales autres que les fonds et programmes de l'ONU et des contributions d'"auto-assistance" versées aux organisations par les gouvernements. Les contributions d'"auto-assistance" se sont élevées à 66,3 millions de dollars en 1990.

k/ Le chiffre indiqué dans le document A/45/273/Add.4 a été révisé sur la base de nouvelles informations.

l/ Voir note f/.

m/ Du fait que, comme indiqué, certains montants ont été révisés, ce total diffère de celui qui figure dans le document A/45/273/Add.4.

n/ Y compris les contributions au HCR, à l'UNRWA, au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et aux fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour les secours d'urgence (notamment aux programmes d'assistance économique spéciale) provenant de sources extérieures au système des Nations Unies. Pour les contributions concernant les opérations de secours d'urgence du PAM, voir plus haut la note g/.

o/ Les montants reçus, qui sont compris dans les chiffres figurant à la ligne 1 du tableau (PNUD), sont indiqués séparément ici pour plus de commodité.

p/ Les montants reçus, qui sont compris dans les chiffres figurant à la ligne 4 du tableau (UNICEF), sont indiqués ici pour plus de commodité.

q/ Les montants reçus, qui sont compris dans les chiffres figurant à la ligne 5 (Autres fonds et programmes de l'ONU) et à la ligne 8 (Contributions extrabudgétaires) du tableau, sont indiqués ici pour plus de commodité.

Tableau A.2

Contributions aux fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies,
 par donateur, 1990

(En milliers de dollars)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	PNUAP	UNICEF	Autres fonds de l'ONU	PAM	Total (1 - 6)	Pour mémoire : secours et activités connexes	Pour mémoire : Fonds pour l'environ- nement (PNUF)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres									
Afghanistan	500	0	0	35	2	0	537	0	0
Afrique du Sud	0	0	0	0	2	0	2	0	12
Albanie	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Algérie	876	0	0	0	26	0	902	0	16
Allemagne	80 853	5 410	24 303	23 078	3 359	62 106	199 108	34 196	6 164
Angola	0	0	0	1	2	0	3	0	0
Antigua-et-Barbuda	1	0	0	0	2	0	3	1	0
Arabie saoudite	2 728	0	30	1 054	2	4 885	8 699	0	0
Argentine	17 725	0	0	0	663	0	18 388	50	70
Australie	13 722	1 814	998	8 979	957	38 778	65 247	11 007	444
Autriche	10 421	280	225	2 467	212	10 305	23 910	1 209	499
Bahamas	19	0	0	1	3	0	23	7	7
Bahreïn	76	0	0	0	3	0	80	15	5
Bangladesh	2 007	15	18	9	17	0	2 066	5	3
Barbade	45	1	3	2	2	(6)	46	2	8
Belgique	36 558	2 338	3 060	3 953	3 496	3 998	53 403	819	386
Belize	127	0	0	5	2	0	134	0	0
Bénin	6	0	2	3	2	3	16	0	0
Bhoutan	364	4	3	6	2	2	380	0	0
Bolivie	2 296	0	0	15	2	101	2 414	0	0
Botswana	1 078	14	0	19	2	5	1 117	0	4
Brésil	13 313	100	0	639	550	112	14 715	0	23
Brunéï Darussalam	98	0	0	0	7	0	105	90	0
Bulgarie	0	0	35	28	26	0	89	0	20
Burkina Faso	7	0	0	1	2	0	9	0	0
Burundi	6	0	0	5	2	0	12	2	0
Cambodge	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Cameroun	1 659	20	7	53	2	0	1 740	4	0
Canada	59 880	9 413	12 960	49 877	1 607	137 228	270 965	32 600	1 042
Cap-Vert	30	0	0	0	2	0	32	0	0
Chili	4 942	10	5	70	37	10	5 074	5	0
Chine	6 767	121	700	651	501	803	9 542	370	49
Chypre	348	12	1	20	3	2	386	4	10
Colombie	10 911	3	67	452	347	161	11 941	21	55
Comores	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Congo	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Costa Rica	527	0	0	11	116	7	662	11	14
Côte d'Ivoire	2 139	0	0	0	3	0	2 142	0	0
Cuba	1 466	25	0	46	126	658	2 321	0	21
Danemark	88 845	13 877	15 605	42 845	1 596	40 147	202 915	33 472	613
Djibouti	188	1	0	1	120	0	311	0	0
Dominique	97	0	0	1	2	0	100	0	51
Egypte	1 294	2	141	24	5	302	1 768	18	33
El Salvador	368	0	10	50	12	139	579	1	0
Emirats arabes unis	1 910	0	0	236	1 739	0	3 885	0	0
Equateur	3 351	0	0	25	5	16	3 397	11	10
Espagne	8 673	55	317	7 974	78	2 374	19 472	3 743	1 209
Etats-Unis d'Amérique	111 067	4 667	0	101 279	39	167 570	384 622	187 606	12 664
Ethiopie	258	0	14	49	2	3	326	0	0
Fidji	267	1	1	1	2	0	291	0	0
Finlande	55 633	7 443	20 373	43 083	769	53 071	180 372	34 665	2 172
France	54 049	5 112	952	8 780	2 065	10 115	81 073	13 821	4 172
Gabon	1 568	0	0	0	1 138	0	2 706	0	87
Gambie	70	0	0	0	31	0	101	0	0
Ghana	786	0	0	0	223	0	1 009	0	0

/...

Tableau A.2 (suite)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FRUAP	UNICEF	Autres fonds de l'ONU	PAM	Total (1 - 6)	Pour mémoire : secours et activités connexes	Pour mémoire : Fonds pour l'environ- nement (PNUE)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres (suite)									
Portugal	297	0	0	163	101	50	611	150	14
Qatar	1 361	0	0	0	31	0	1 392	100	0
République arabe syrienne	711	2	2	0	211	27	952	57	0
République centrafricaine	0	0	0	0	2	0	2	0	0
République démocratique populaire lao	1	3	0	5	2	0	11	6	0
République dominicaine	160	0	0	0	2	18	180	0	0
République socialiste soviétique de Biélorussie	300	0	0	615	57	0	973	0	34
République socialiste soviétique d'Ukraine	751	0	0	704	2	0	1 457	0	90
République-Unie de Tanzanie	19	1	0	5	846	4	874	2	9
Roumanie	387	0	3	4	9	0	403	0	0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	51 441	456	5 102	20 219	251	11 899	89 368	45 684	5 960
Rwanda	30	2	2	4	33	3	74	12	2
Sainte-Lucie	6	0	1	3	2	15	26	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	78	0	2	1	2	12	94	0	0
Saint-Vincent-et-Grenadines	138	0	1	2	2	7	150	0	0
Samoa	166	0	0	0	2	0	168	0	0
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Sénégal	0	0	0	0	178	0	178	0	0
Seychelles	20	0	0	0	34	0	54	0	0
Sierra Leone	10	0	0	4	2	(9)	7	0	0
Singapour	220	0	0	0	2	0	222	13	5
Somalie	47	0	0	0	2	0	49	0	0
Soudan	(3 505)	0	0	0	2	1 338	(2 165)	0	0
Sri Lanka	985	3	10	16	348	22	1 384	2	0
Suède	111 158	19 818	21 256	119 294	2 221	43 687	317 433	80 612	2 938
Suriname	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Swaziland	882	0	0	3	2	21	908	0	6
Tchad	46	10	0	0	2	0	58	0	2
Tchécoslovaquie	0	0	15	64	115	0	194	0	32
Thaïlande	1 812	10	51	275	122	0	2 269	29	46
Togo	40	0	0	0	17	0	57	0	0
Trinité-et-Tobago	1 280	2	0	9	42	3	1 336	6	20
Tunisie	601	43	22	43	9	154	872	0	25
Turquie	2 247	65	24	52	13	132	2 533	93	0
Union des Républiques socialistes soviétiques	3 054	2 958	472	20 992	332	0	27 807	0	6 124
Uruguay	1 417	0	17	10	4 459	0	5 902	1	20
Vanuatu	0	0	5	0	7	0	12	0	0
Venezuela	3 798	0	0	202	122	47	4 169	43	285
Viet Nam	15	0	2	8	99	44	168	1	0
Yémen	243	12	6	23	2	0	286	0	4
Yougoslavie	888	52	20	252	17	0	1 229	14	121
Zaire	8	0	0	3	81	0	92	0	0
Zambie	48	0	1	7	2	0	57	0	0
Zimbabwe	(20)	57	4	17	2	0	60	0	0
Total, Etats Membres	1 162 662	123 484	220 279	655 488	62 932	853 308	3 078 154	698 899	59 424
Etats non membres									
Anguilla	29	0	0	0	3	0	33	0	0
Antilles néerlandaises	276	0	0	0	0	0	276	0	0
Aruba	162	0	0	0	0	0	162	0	2
Bermudes	0	0	0	0	19	0	19	10	0
Hong-kong	37	0	0	14	0	0	51	10	0

/...

Tableau A.2 (suite)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICRF	Autres fonds de l'ONU	PAM	Total (1 - 6)	POUR mémoire : secours et activités connexes	POUR mémoire : Fonds pour l'environ- nement (PNUF)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats non membres (suite)									
Iles Caïmanes	168	0	0	0	0	0	168	0	5
Iles Cook	81	0	0	0	0	0	81	0	0
Iles Marshall	50	0	1	0	0	0	51	0	0
Ile Nioué	11	0	0	0	0	0	11	0	0
Iles Turques et Caïques	0	0	0	0	38	0	38	0	0
Iles Vierges britanniques	120	0	1	0	0	0	121	0	11
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique					2				
Monaco	11	0	0	12	0	0	23	9	3
Montserrat	11	0	0	0	0	0	11	0	0
Nauru	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Saint-Siège	3	0	0	0	2	0	4	30	0
République de Corée	547	32	50	630	511	60	1 830	90	15
République populaire démocratique de Corée	278	0	14	23	0	0	315	0	0
Saint-Marin	0	0	0	40	2	0	42	6	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse	23 976	3 496	5 735	27 187	1 375	17 440	79 209	27 812	1 258
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	6	0	0	0	0	0	6	0	0
Tonga	0	0	0	0	2	2	4	0	0
Tuvalu	0	0	0	0	2	0	2	0	0
Autres Etats non membres	0	0	0	0	49	0	49	11	0
Total, Etats non membres	25 765	3 528	5 801	27 906	2 006	17 502	82 508	27 977	1 294
Total, tous pays	1 188 427	127 012	226 080	683 394	64 938	870 810	3 160 662	726 876	60 717
Organisations intergouvernementales/ non gouvernementales									
AGFUND	250	0	0	37	0	0	287	0	0
Communauté européenne	332	193	0	12 522	0	142 328	155 376	38 107	700
Autres organisations intergouvernementales	1 755	10	0	0	283	0	2 048	57 520	0
Organisations non gouvernementales	1 983	610	0	0	906	15 927	19 425	4 274	0
Total, organisations intergouvernementales/ non gouvernementales	4 319	813	0	12 559	1 189	158 255	177 136	99 901	700
Non classées ailleurs	186	714	1 759	89 737	666	0	93 062	16 762	127
Total général	1 192 933	128 539	227 839	785 690	66 793	1 029 065	3 430 859	836 388	61 544

Tableau A.3
Contributions aux activités opérationnelles du système des Nations Unies, par donateur, 1990
(En milliers de dollars)

	Total, fonds de l'ONU (A.2, col. 7)	Contributions aux budgets ordinaires des institutions spécialisées	Contributions extra- budgétaires	Total (1-3)	FIDA	IDA	Versements au titre du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SFI	Total général (4-7)	Pour mémoire : contributions d'auto- assistance versées par les gouvernements
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres									
Afghanistan	537	21	0	558	0	0	900	1 458	0
Afrique du Sud	2	646	0	648	0	700	22 400	23 748	0
Albanie	2	21	75	98	0	0	0	98	75
Algérie	902	338	45	1 285	0	0	3 180	4 465	45
Allemagne	199 108	20 551	23 548	243 207	0	491 800	7 930	742 937	206
Angola	3	22	282	307	0	0	0	307	282
Antigua-et-Barbuda	3	19	0	21	0	0	0	21	0
Arabie saoudite	8 699	2 317	17 456	28 472	10 000	75 400	0	113 872	14 771
Argentine	18 388	1 421	85	19 894	0	0	10	19 904	542
Australie	65 247	3 597	5 112	73 956	8 943	68 000	2 910	153 809	0
Autriche	23 910	1 710	2 704	28 325	0	40 100	0	68 425	23
Bahamas	23	69	(23)	69	0	0	0	69	(23)
Bahreïn	80	38	1	119	0	0	0	119	0
Bangladesh	2 066	36	17	2 119	150	0	560	2 829	15
Barbade	46	27	1	74	0	0	0	74	0
Belgique	53 403	2 749	20 132	76 285	5 769	38 200	10 830	131 084	61
Belize	134	9	0	142	0	0	0	142	0
Bénin	16	26	173	215	0	0	0	215	173
Bhoutan	380	17	0	397	0	0	0	397	0
Bolivie	2 414	22	32	2 469	0	0	0	2 469	32
Botswana	1 117	20	0	1 137	0	0	0	1 137	0
Brazil	14 715	3 068	1 815	19 598	0	2 300	0	21 898	1 951
Brunéi Darussalam	105	46	0	151	0	0	0	151	0
Bulgarie	89	345	39	473	0	0	28 200	28 673	0
Burkina Faso	9	25	53	88	0	0	0	88	0
Burundi	12	23	324	359	0	0	0	359	324
Cambodge	2	23	0	24	0	0	0	24	152
Cameroun	1 740	35	2	1 777	0	0	(10)	1 767	2
Canada	270 965	6 971	12 860	290 796	11 466	236 300	19 690	558 252	8
Cap-Vert	32	19	20	71	0	0	10	81	20
Chili	5 074	188	97	5 359	0	0	0	5 359	30
China	9 542	1 826	997	12 365	2 700	0	35 600	50 665	140
Chypre	386	99	98	582	0	0	130	712	96
Colombie	11 941	305	46	12 292	21	0	10 600	22 913	32
Comores	2	19	2	22	0	0	0	22	2
Congo	2	27	(53)	(24)	0	0	0	(24)	(53)
Costa Rica	662	45	85	792	0	0	60	852	84
Côte d'Ivoire	2 142	59	129	2 330	0	0	0	2 330	128
Cuba	2 321	202	70	2 593	0	0	0	2 593	0
Danemark	202 915	1 645	27 552	232 112	3 775	75 600	1 140	312 627	18
Djibouti	311	17	0	327	0	0	0	327	0
Dominique	100	19	2	121	10	0	0	131	0
Egypte	1 768	185	2 398	4 352	0	0	0	4 352	2 395
El Salvador	579	24	0	604	0	0	0	604	0
Émirats arabes unis	3 885	435	592	4 911	0	0	0	4 911	587
Équateur	3 397	70	17	3 484	0	0	0	3 484	15
Espagne	19 472	4 463	3 219	27 154	1 435	8 400	0	36 989	43
États-Unis d'Amérique	384 622	50 039	32 377	467 038	34 438	842 000	232 800	1 576 276	520
Ethiopie	326	22	668	1 016	0	0	1 600	2 616	668
Fidji	291	22	0	314	33	0	320	667	0
Finlande	180 372	1 237	21 980	203 589	0	15 700	3 660	222 949	17
France	81 073	14 122	14 113	109 307	12 935	68 500	62 060	252 802	308
Gabon	2 706	77	358	3 141	0	0	50	3 191	353
Gambie	101	19	2	122	0	0	0	122	2
Ghana	1 009	29	388	1 426	0	0	0	1 426	367
Grèce	2 106	916	34	3 056	0	0	850	3 906	52
Grenade	5	19	0	24	0	0	400	424	0
Guatemala	550	47	3	600	0	0	0	600	0
Haïti	147	25	0	173	0	0	0	173	0
Guinée équatoriale	37	19	167	222	0	0	0	222	167
Guinée-Bissau	257	23	231	511	0	0	0	511	231
Guyana	96	20	0	115	0	0	0	115	0
Haïti	218	26	0	243	0	0	0	243	0
Honduras	1 998	23	7	2 028	0	0	0	2 028	1
Hongrie	1 068	474	419	1 962	0	400	0	2 382	96

/...

Tableau A.3 (suite)

	Total, fonds de l'ONU (A.2, col. 7)	Contributions aux budgets ordinaires des institutions spécialisées	Contributions extra- budgétaires	Total (1-3)	FIDA	IDA	Versements au titre du capital moustré à la Banque mondiale et à la SFI	Total général (4-7)	Pour mémoire : contributions d'auto- assistance versées par les gouvernements
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres (suite)									
Iles Salomon	19	17	2	39	0	0	0	39	0
Inde	8 428	865	4 635	13 928	0	0	30 880	44 808	1 671
Indonésie	6 071	349	4 289	10 709	2 300	0	6 550	19 559	4 258
Iran (République islamique d')	368	1 457	413	2 239	0	0	0	2 239	403
Iraq	123	261	378	762	0	0	0	762	378
Irlande	2 713	507	36	3 256	278	5 100	80	8 714	7
Islande	209	76	4	290	0	0	0	290	0
Israël	71	492	25	588	0	0	0	588	0
Italie	187 276	8 981	36 319	232 576	0	118 100	48 200	398 876	0
Jamahiriya arabe libyenne	598	643	16 313	17 553	0	0	0	17 553	13 496
Jamaïque	1 723	24	53	1 800	0	0	1 560	3 360	51
Japon	312 022	25 435	29 451	366 909	0	790 200	30 340	1 187 449	0
Jordanie	416	27	298	741	0	0	(10)	731	(9)
Kenya	1 943	37	10	1 990	0	0	0	1 990	0
Koweït	5 149	653	160	5 963	0	12 900	1 500	20 363	(1)
Lesotho	76	20	0	96	0	0	0	96	0
Liban	50	35	0	86	0	0	0	86	0
Libéria	41	158	15	213	0	0	0	213	15
Liechtenstein	2	13	0	15	0	0	0	15	0
Luxembourg	555	147	214	915	0	1 100	120	2 135	3
Madagascar	73	37	70	180	0	0	0	180	69
Malaisie	1 427	250	39	1 716	0	0	13 100	14 816	15
Malawi	34	23	2	59	0	0	0	59	2
Maldives	16	0	0	34	0	0	0	34	0
Mali	119	28	2	149	0	0	0	149	0
Malte	9	34	49	92	0	0	200	292	44
Maroc	2 205	116	61	2 382	0	0	0	2 382	59
Maurice	103	29	2	134	7	0	100	241	0
Mauritanie	684	26	105	816	0	0	0	816	105
Mexique	1 812	2 023	441	4 275	0	0	0	4 275	366
Mongolie	282	26	2	310	0	0	0	310	0
Mozambique	4	20	41	65	0	0	0	65	41
Myanmar	2 107	26	314	2 447	0	0	670	3 117	314
Namibie	2	15	0	17	0	0	5 830	5 847	0
Népal	1 179	22	390	1 591	0	0	0	1 591	389
Nicaragua	48	24	0	72	0	0	0	72	0
Niger	164	28	0	193	0	0	0	193	0
Nigéria	2 816	449	766	4 032	53	0	0	4 085	766
Norvège	211 574	1 350	36 029	248 953	7 925	22 100	7 180	286 158	23
Nouvelle-Zélande	4 426	583	11	5 019	1 298	5 700	0	12 017	0
Oman	6 450	36	1	6 486	0	0	70	6 556	0
Ouganda	218	25	14	258	0	0	(10)	248	14
Pakistan	3 700	158	967	4 824	0	0	3 000	7 824	909
Panama	709	165	1	874	0	0	0	874	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	341	20	11	372	0	0	0	372	11
Paraguay	153	68	0	221	0	0	0	221	0
Pays-Bas	259 390	3 818	74 989	338 197	0	161 400	0	499 597	43
Pérou	1 157	135	2	1 294	0	0	0	1 294	0
Philippines	1 446	240	421	2 107	65	0	0	2 172	414
Pologne	98	1 233	140	1 471	0	0	0	1 471	14
Portugal	611	463	45	1 119	326	0	510	1 955	4
Qatar	1 392	124	103	1 619	0	0	0	1 619	(203)
République arabe syrienne	952	100	82	1 134	0	0	0	1 134	78
République centrafricaine	2	25	0	27	0	0	0	27	0
République démocratique populaire lao	11	19	0	29	0	0	0	29	0
République dominicaine	180	79	0	259	0	0	0	259	0
République socialiste soviétique de Biélorussie	973	590	0	1 563	0	0	0	1 563	0
République socialiste soviétique d'Ukraine	1 457	2 236	3 110	6 803	0	0	0	6 803	0
République-Unie de Tanzanie	874	26	2 455	3 355	0	0	180	3 535	2 455
Roumanie	403	435	49	887	30	0	1 500	2 417	0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	89 368	10 267	22 998	122 632	0	323 600	0	446 232	113
Rwanda	74	25	14	114	0	0	0	114	6
Sainte-Lucie	26	19	0	46	0	0	0	46	0
Saint-Kitts-et-Nevis	94	17	0	112	0	0	0	112	0
Saint-Vincent-et-Grenadines	150	20	0	171	0	0	0	171	0

Tableau A.3 (suite)

	Total, fonds de l'ONU (A.2, col. 7)	Contributions aux budgets ordinaires des institutions spécialisées	Contributions extra- budgétaires	Total (1-3)	FIDA	IDA	Versements au titre du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SFI	Total général (4-7)	Pour mémoire : contributions d'auto- assistance versées par les gouvernements
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres (suite)									
Samoa	168	16	1	185	0	0	0	185	1
Sao Tomé-et-Principe	2	19	0	20	0	0	0	20	0
Sénégal	178	36	163	376	0	0	0	376	111
Seychelles	54	19	0	73	8	0	(10)	71	0
Sierra Leone	7	23	421	451	0	0	0	451	421
Singapour	222	182	0	403	0	0	0	403	0
Somalie	49	21	62	131	0	0	0	131	62
Soudan	(2 165)	26	141	(1 998)	0	0	0	(1 998)	78
Sri Lanka	1 384	35	13	1 432	0	0	2 400	3 832	2
Suède	317 433	2 854	53 062	374 149	12 153	72 900	1 650	460 852	43
Suriname	2	29	0	30	0	0	0	30	0
Swaziland	908	21	2	931	0	0	0	931	0
Tchad	58	25	72	155	0	0	0	155	72
Tchécoslovaquie	194	1 562	344	2 100	0	0	56 200	58 300	0
Thaïlande	2 269	222	98	2 589	0	0	0	2 589	59
Togo	57	26	0	83	0	0	0	83	0
Trinité-et-Tobago	1 336	103	13	1 452	0	0	0	1 452	(35)
Tunisie	872	81	115	1 068	0	0	(10)	1 058	114
Turquie	2 533	697	2 701	5 931	0	500	0	6 431	2 186
Union des Républiques socialistes soviétiques	27 807	18 034	755	46 596	0	0	0	46 596	755
Uruguay	5 902	97	8	6 007	0	0	220	6 227	0
Vanuatu	12	19	0	31	0	0	0	31	0
Venezuela	4 169	1 196	1 255	6 620	0	0	1 690	8 310	1 058
Viet Nam	188	27	4 336	4 531	0	0	0	4 531	4 336
Yémen	286	40	2 097	2 423	200	0	0	2 623	2 085
Yugoslavie	1 229	988	230	2 447	0	0	780	3 227	43
Zaire	92	45	261	398	0	0	0	398	249
Zambie	57	29	118	204	0	0	0	204	113
Zimbabwe	60	52	139	251	0	0	0	251	0
Total, Etats Membres	3 078 154	213 206	494 299	3 785 659	116 318	3 477 000	660 350	8 039 327	63 034
Etats non membres									
Anguilla	33	0	0	33	0	0	0	33	0
Antilles néerlandaises	276	1	60	338	0	0	0	338	60
Aruba	162	0	0	162	0	0	0	162	0
Bermudes	19	0	0	121	0	0	0	121	0
Guam			152	152					
Hong-kong	51	10	0	61	0	0	0	61	0
Iles Caennées	168	0	0	168	0	0	0	168	0
Iles Cook	81	14	0	95	0	0	0	95	0
Iles Marshall	51	0	0	51	0	0	0	51	0
Iles Nioué	11	0	0	11	0	0	0	11	0
Iles Turques et Caïques	38	0	0	38	0	0	0	38	0
Iles Vierges britanniques	121	0	0	121	0	0	0	121	0
Kiribati	0	11	0	12	0	0	0	12	0
Martinique	2								
Monaco	23	27	0	49	0	0	0	49	0
Montserrat	11	0	0	11	0	0	0	11	0
Nauru	2	1	0	3	0	0	0	3	0
République de Corée	1 830	494	192	2 517	0	1 600	18 330	22 447	192
République populaire démocratique de Corée	315	116	1	432	0	0	0	432	0
sainte-Hélène	0	0	24 263	24 263	0	0	0	24 263	0
Saint-Marin	42	27	0	69	0	0	0	69	0
Saint-Siège	4	12	0	16	0	0	0	16	0
Suisse	79 209	2 556	0	81 765	12 515	0	0	94 280	58
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	6	0	0	6	0	0	0	6	0
Tonga	4	18	0	21	0	0	0	21	0
Tuvalu	2	1	0	2	0	0	0	2	0
Autres Etats non membres	49	7	1 988	2 044	212	0	0	2 256	128
Total, Etats non membres	82 508	3 296	26 656	112 459	12 727	1 600	18 330	145 116	438
Total, tous pays	3 160 662	216 502	520 955	3 898 117	129 045	3 478 600	678 680	8 184 442	63 472

Tableau A.3 (suite)

	Total, fonds de l'ONU (A.2, col. 7)	Contributions aux budgets ordinares des institutions spécialisées	Contributions extra- budgétaires	Total (1-3)	FIDA	IDA	Versements au titre du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SFI	Total général (4-7)	Pour mémoire : contributions d'auto- assistance versées par les gouvernements
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Organisations intergouvernementales/ non gouvernementales									
ADPUND	287	0	0	287	0	0	0	287	0
Communauté européenne	155 376	0	0	155 376	0	0	0	155 376	0
Autres organisations intergouvernementales	2 048	0	46 886	48 934	0	0	0	48 934	0
Organisations non gouvernementales	19 425	0	32 102	51 527	0	0	0	51 527	0
Total, organisations intergouvernementales/ non gouvernementales	177 136	0	78 988	256 124	0	0	0	256 124	0
Non classées ailleurs	93 062	0	4 982	98 044	0	0	0	98 044	5 648
Total général	3 430 859	216 502	604 925	4 252 287	129 045	3 478 600	678 680	8 538 610	69 120

Tableau A.4

Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées, 1990

(En milliers de dollars)

	OMS	FAO	ONUDI	OIT	Unesco	Centre CNUCED/ GATT du commerce inter- national	AIEA	Autres	Total
Allemagne	5 992	1 185	5 465	2 028	4 927	1 115	1 772	1 064	23 548
Arabie saoudite	254	7 905	1 001	0	526	62	0	7 708	17 456
Australie	3 198	1 522	0	0	56	0	291	45	5 112
Autriche	284	18	1 305	887	66	0	100	44	2 704
Belgique	2 226	10 651	1 803	3 022	384	262	170	1 614	20 132
Canada	10 597	98	38	169	240	1 388	45	285	12 860
Danemark	10 344	4 831	1 341	8 083	819	1 982	33	119	27 552
Etats-Unis d'Amérique	27 838	(167)	510	98	1 256	0	2 568	274	32 377
Finlande	5 814	4 195	427	2 355	430	2 192	21	6 546	21 980
France	3 510	4 131	2 964	660	1 563	384	428	473	14 113
Italie	4 940	20 609	5 371	654	2 366	1 876	503	0	36 319
Japon	9 862	6 469	6 438	3 175	2 473	200	258	585	29 460
Norvège	15 260	4 274	1 558	8 444	2 686	1 921	0	1 886	36 029
Pays-Bas	14 951	40 617	2 846	12 987	75	2 464	34	1 015	74 989
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 034	229	1 408	2	405	0	775	145	22 998
Suède	29 942	6 376	1 137	2 937	1 760	7 488	351	3 871	53 862
Suisse	9 282	4 181	1 408	3 795	858	3 260	2	1 477	24 263
Autres pays	6 217	19 760	19 761	6 272	2 530	415	2 001	8 245	65 201
Total, pays	180 545	136 884	54 781	55 568	23 420	25 009	9 352	35 396	520 955
Sources multilatérales, organismes ne faisant pas partie du système des Nations Unies	741	39 955	678	0	2 391	634	46	2 441	46 886
Organisations non gouvernementales	13 759	2 734	12 831	186	1 983	0	0	609	32 102
Total, organisations intergouvernementales/ organisations non gouvernementales	14 500	42 689	13 509	186	4 374	634	46	3 050	78 988
Non classés ailleurs	0	0	0	0	0	0	0	0	4 982
Total général	195 045	179 573	68 290	55 754	27 794	25 643	9 398	38 446	604 925

Source : DP/1991/69 et les rapports précédents de cette série.

/...

Tableau A.5

Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des institutions
spécialisées : récapitulation par donateur, 1986-1990

(En milliers de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990
Allemagne	15 820	25 856	34 254	22 511	23 548
Arabie saoudite	2 159	3 329	24 253	16 468	17 456
Australie	3 945	3 168	5 110	6 210	5 112
Autriche	1 792	2 367	5 902	4 612	2 704
Belgique	9 671	19 098	12 602	13 682	20 132
Canada	4 279	6 334	16 552	14 422	12 860
Danemark	34 293	32 984	31 550	39 111	27 552
Etats-Unis d'Amérique	16 365	22 119	26 675	36 146	32 377
Finlande	6 611	9 774	13 148	21 222	21 980
France	5 816	16 119	8 214	10 843	14 113
Italie	45 016	48 424	89 694	82 508	36 319
Japon	21 328	64 007	62 388	147 165	29 460
Norvège	22 586	30 404	30 793	32 328	36 029
Pays-Bas	28 753	58 016	54 491	59 299	74 989
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5 702	10 534	26 966	33 175	22 998
Suède	25 825	34 294	51 930	49 431	53 862
Suisse	11 154	15 012	20 830	20 938	24 263
Autres pays	16 171	28 439	75 211	56 862	65 201
Total, pays	277 286	430 278	590 563	666 933	520 955
Commission économique européenne	0	0	11 964	17 279	0
Banque mondiale/IDA	48 018 <u>a/</u>				
Sources multilatérales, organismes ne faisant pas partie du système des Nations Unies	33 876	25 277	26 062	21 641	46 886
Organisations non gouvernementales	6 930	19 834	25 970	26 022	32 102
Total, organisations intergouvernementales/ organisations non gouvernementales	88 824	45 111	63 996	64 942	78 988
Non classés ailleurs	0	0	17 025	13 231	4 982
Total général	366 110 <u>a/</u>	475 389 <u>b/</u>	671 584 <u>b/</u>	745 106 <u>b/</u>	604 925

Source : DP/1991/69 et les rapports précédents de cette série.

a/ A partir de 1986, les fonds reçus par les organismes des Nations Unies pour des activités financées par des prêts et des crédits de la Banque mondiale sont comptabilisés comme des transferts interorganismes et non comme des ressources extrabudgétaires.

b/ Les chiffres pour 1987, 1988 et 1989 comprennent les contributions extrabudgétaires aux activités du PAM, d'un montant de 99,3 millions de dollars, 134,8 millions de dollars et 208 millions de dollars, respectivement, et ne correspondent donc pas aux montants indiqués à la ligne 8 du tableau A.1.

/...

Tableau A.6

Contributions extrabudgétaires aux activités opérationnelles des
 institutions spécialisées : récapitulation par institution,
 1986-1990

(En milliers de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990
OMS	108 380	87 257	163 999	165 074	195 045
FAO	120 133	103 391	147 035	140 225	179 573
OIT	27 703	48 948	33 608	49 170	55 754
ONUDI	22 653	52 329	38 882	48 514	68 290
Unesco	20 605	18 267	24 849	26 016	27 794
CCI	13 979	16 319	20 053	22 459	25 643
AIEA	7 182	6 861	7 584	8 870	9 398
Autres	45 475	82 528	100 741	76 756	38 446
Non classés ailleurs	0				4 982
Total	366 110	415 900	536 751	537 084	604 925

Source : DP/1991/69 et rapports précédents de cette série.

Graphique 2

Dépenses afférentes aux activités opérationnelles du système des Nations Unies : situation en 1990

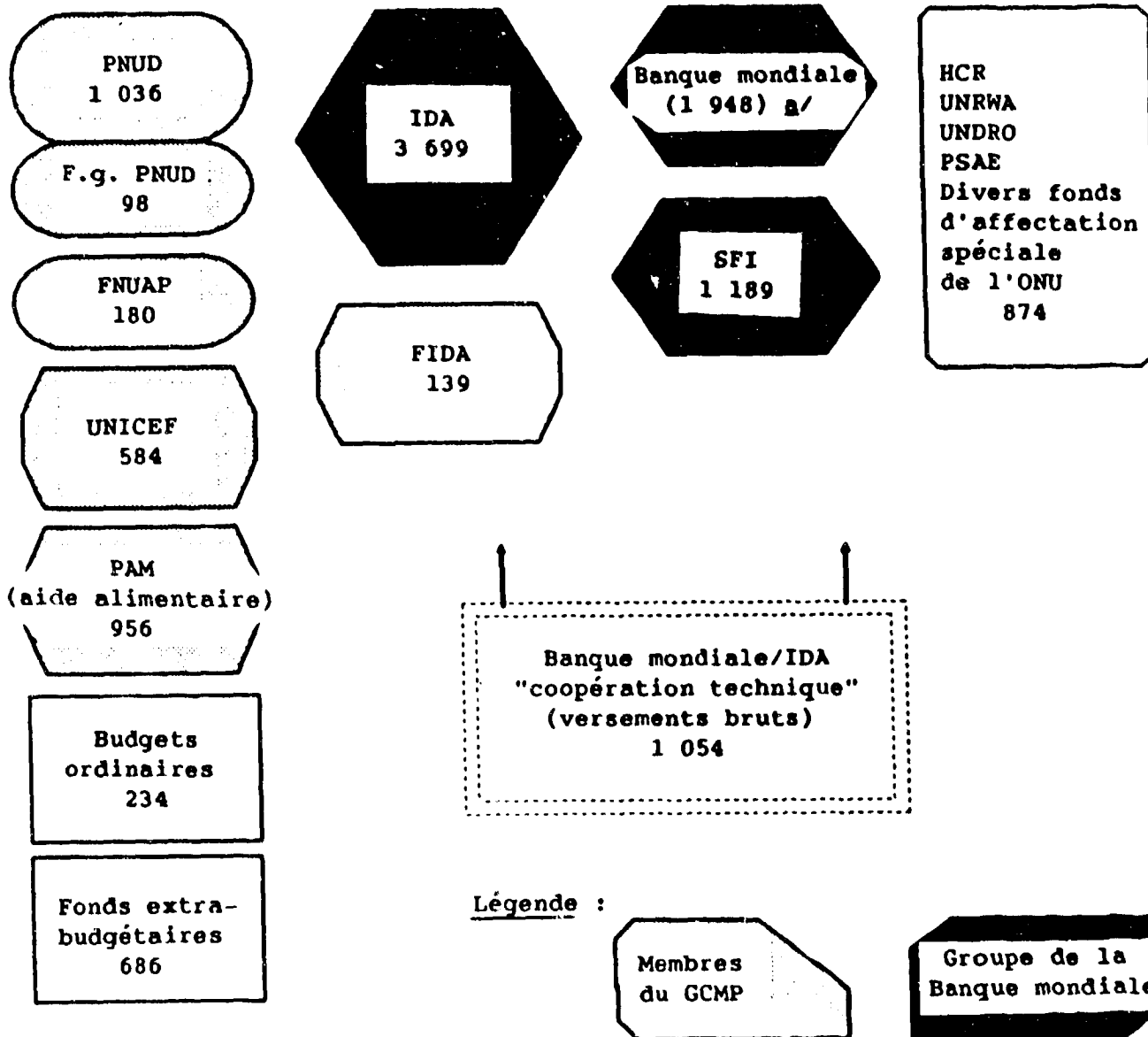
(En millions de dollars des Etats-Unis)

Dons
 (y compris les dépenses d'auto-assistance)
 3 774

Prêts à des conditions de faveur
 (transfert net)
 3 838

Prêts aux conditions du marché
 (transfert net)
 (759) a/

Pour mémoire : secours et dons connexes
 874



a/ Les chiffres entre parenthèses représentent des transferts négatifs.

Tableau B.1

Etat récapitulatif des dépenses consacrées aux activités opérationnelles
 par les organismes des Nations Unies, 1986-1990

(En millions de dollars courants)

	1986	1987	1988	1989	1990
<u>Dons</u>					
1. Financés par le PNUD a/	681,7	692,6	822,7	883,4	1 035,7
2. Financés au moyen de fonds gérés par le PNUD	94,0	96,4	94,8	97,6	98,0
3. Financés par le FNUAP	101,6	107,0	129,9	157,2	179,5
4. Financés par l'UNICEF	326,0	364,8	399,5	501,1	584,3
5. Financés par le PAM b/	648,0	791,4 c/	1 036,7 c/	952,6 c/	956,4
6. Financés sur les budgets ordinaires d/	310,5	320,4	271,9	246,2	233,9
7. Financés par des institutions spécialisées ou d'autres organisations au moyen de fonds extrabudgétaires e/	451,1	484,3	554,0	557,7	686,1
Total partiel (1 à 7)	2 612,9	2 856,9	3 309,5	3 395,8	3 773,9
<u>Prêts à des conditions de faveur</u>					
8. Versés (net) par le FIDA	208,2	202,3	184,5	158,1	139,3
9. Versés par l'IDA					
a) Montant brut	3 195,5	3 686,4	3 978,9	3 477,0	4 242,0
b) Montant net	3 053,4	3 531,9	3 810,3	3 270,0	3 995,7
c) Transfert net	2 818,0	3 261,9	3 506,4	3 009,0	3 698,5
Total partiel (8, 9 c)	3 026,2	3 464,2	3 690,9	3 167,1	3 837,8
<u>Prêts aux conditions du marché</u>					
10. Versés par la Banque mondiale					
a) Montant brut	10 090,4	11 165,7	12 064,0	10 842,0	14 048,5
b) Montant net	5 403,9	4 169,2	2 471,2	2 660,0	5 295,7
c) Transfert net	194,1	(2 203,3)	(4 580,3)	(3 745,0)	(1 947,8)
11. Versés par la SFI					
a) Montant brut	560,6	693,5	819,3	990,7	1 878,4
b) Montant net	156,2	212,6	361,3	566,3	1 188,9
Total partiel (10 c) et 11 b)	350,3	(1 990,7)	(4 219,0)	(3 178,7)	(758,9)
Total général	5 989,4	4 330,4	2 781,4	3 384,2	6 852,8

/...

Tableau B.1 (suite)

	1986	1987	1988	1989	1990
<u>Pour mémoire :</u>					
<u>Rubriques supplémentaires</u>					
Activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire, d'assistance économique spéciale et de secours en cas de catastrophe financées par des dons f/	616,6	642,9	777,7	888,3	873,7
Accords relatifs aux services de gestion du PNUD/PSP g/	29,7	51,2	64,5	94,3	108,1
Accords relatifs à la coopération des institutions h/					
<u>Rubriques explicatives</u>					
Coopération technique Banque mondiale/IDA i/	1 063,8	1 223,6	1 097,9	1 118,8	1 053,5
Dépenses d'"auto-assistance" j/	70,5	58,5	67,0	60,5	80,8

Source : Voir les tableaux A.1, B.2 et B.3. Pour la définition des termes, voir la note sur les informations statistiques.

a/ Ressources centrales du PNUD, y compris les dépenses financées par les contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts.

b/ Y compris des dépenses afférentes à des projets liés à des activités de développement et à des opérations d'urgence. En ce qui concerne les opérations d'urgence, la plus grande partie des dépenses a été financée par la Réserve alimentaire internationale d'urgence et le reste par les ressources générales du PAM.

c/ Y compris les dépenses extrabudgétaires du PAM, qui se montaient à 72,0 millions de dollars en 1987, 158,7 millions de dollars en 1988 et 191,3 millions de dollars en 1989, et qui, compte tenu de nouveaux renseignements, ont été déplacées de la ligne 7 à la ligne 5.

d/ La majeure partie de ces dépenses est financée par l'OMS. Conformément à la résolution 29.48 de l'Assemblée mondiale de la santé de mai 1976, les allocations imputées sur le budget-programme ordinaire au titre de la coopération technique et de la fourniture de services aux Etats membres de l'OMS devaient atteindre au moins 60 % en termes réels. Les données concernant l'OMS comprennent également les dépenses au titre des services d'appui.

e/ Dépenses financées au moyen de fonds non précisés par ailleurs dans le tableau. La ligne 7 n'est pas immédiatement comparable à la ligne 8 du tableau A.1 car elle comprend des dépenses financées au moyen de fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies énumérés à la ligne 5 du tableau A. Y compris aussi les dépenses financées par les contributions d'"auto-assistance" des gouvernements, comme il est indiqué à la rubrique "pour mémoire".

f/ Dépenses du HCR, de l'UNRWA, du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et de l'ONU sur ses fonds d'affectation spéciale pour les secours d'urgence (notamment dans le cadre de ses programmes d'assistance économique spéciale). Pour les dépenses concernant les opérations d'urgence du PAM, voir la note b/ ci-dessus.

g/ Ce poste représente le coût des services fournis au nom de gouvernements bénéficiant de prêts et de crédits octroyés par des banques internationales de développement ou de subventions de donateurs bilatéraux. Voir DP/1989/75, par. 21 et tableau 4.

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau B.1)

h/ Chiffres non encore disponibles.

i/ Montants bruts versés au titre des activités de formation et des services de consultants sous forme de prêts de la Banque mondiale et de crédits de l'IDA aux emprunteurs s'adressant à la Banque mondiale.

j/ Les montants des dépenses financées par les ressources propres des gouvernements, qui sont compris dans les chiffres de la ligne 7 du tableau, sont ici indiqués à part pour plus de commodité.

Tableau B.2

Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles,
par pays et région bénéficiaires (Partie I : Dons)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	PNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-7)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Etats Membres en développement								
Afghanistan	7 098	6 131	261	14	12 989	1 259	9 033	36 785
Arabie saoudite	4 911	1	0	24	0	503	25 369	30 808
Albanie	1 498	0	286	0	0	186	51	2 021
Algérie	3 978	1	512	446	2 278	1 519	326	9 060
Angola	8 370	154	674	7 274	10 176	1 249	2 477	30 374
Antigua-et-Barbuda	293	4	28	0	0	203	37	565
Argentine	14 891	137	72	552	0	723	1 160	17 535
Bahamas	340	11	0	0	0	247	329	927
Bahreïn	141	0	(4)	51	0	106	64	358
Bangladesh	27 595	1 840	4 506	33 778	51 193	3 669	2 290	124 871
Barbade	294	0	9	0	0	142	262	707
Belize	380	1	5	96	0	220	123	825
Bénin	5 736	994	1 124	2 220	4 130	928	1 093	16 225
Bhoutan	10 110	834	477	3 031	2 543	730	930	18 655
Bolivie	7 991	1 597	1 202	4 136	6 555	1 421	1 879	24 781
Botswana	3 885	524	511	818	1 021	663	1 596	9 018
Brésil	16 671	111	1 699	6 574	12 567	1 992	4 400	44 014
Brunéi Darussalam	5	0	0	0	0	32	0	37
Bulgarie	1 003	0	184	0	0	856	1 753	3 796
Burkina Faso	11 164	3 258	1 104	5 375	7 257	1 254	4 487	33 899
Burundi	8 743	828	1 207	3 253	2 952	947	1 588	19 518
Cambodge	388	0	0	5 311	4 780	280	304	11 063
Cameroun	5 633	201	955	1 140	1 614	1 076	1 302	11 921
Cap-Vert	1 605	2 285	851	943	9 558	906	2 588	18 736
Chili	8 992	4	63	450	0	1 392	382	11 283
Chine	48 034	462	4 579	14 639	8 652	6 589	7 255	90 210
Chypre	557	15	36	0	0	780	355	1 743
Colombie	10 105	17	441	2 850	1 953	1 364	975	17 705
Comores	2 171	895	786	499	1 213	760	472	6 796
Congo	1 542	21	758	1 091	987	680	923	6 002
Costa Rica	2 400	172	375	239	2 437	795	2 555	8 973
Côte d'Ivoire	6 829	25	335	1 616	6 560	1 438	1 305	18 108
Cuba	1 335	0	222	164	13 191	1 322	189	16 423
Djibouti	1 575	654	85	1 014	1 971	610	106	6 015
Dominique	499	31	14	0	(17)	355	74	956
Egypte	9 709	33	1 697	3 973	10 141	1 723	3 777	31 053
El Salvador	2 491	18	484	2 006	8 105	780	379	14 263
Emirats arabes unis	1 757	7	97	0	0	87	416	2 364
Equateur	6 235	6	833	1 574	7 543	1 488	1 592	19 271
Ethiopie	14 829	3 327	2 433	22 393	88 465	2 548	6 407	140 402
Fidji	1 242	197	177	0	0	1 162	877	3 655
Gabon	1 013	29	297	0	0	634	1 119	3 092
Gambie	3 603	558	506	563	2 769	919	1 858	10 776
Ghana	8 051	197	1 330	1 997	10 360	1 473	2 886	26 294
Grèce	0	0	0	0	0	241	185	426
Grenade	134	21	31	0	(13)	129	38	340
Guatemala	2 465	917	318	2 723	18 049	530	753	25 755
Guinée	10 497	1 979	544	2 799	8 614	1 138	1 246	26 817
Guinée-Bissau	4 200	980	423	1 647	3 692	890	2 261	14 093
Guinée équatoriale	2 981	972	592	784	2 632	590	527	9 078

Tableau B.2 (suite)

	FNUD	Fonds gérés par le FNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total, dans (1-7)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Etats Membres en développement (suite)								
Guyana	3 635	97	120	439	1 298	515	451	6 555
Haïti	10 931	1 001	875	2 158	1 717	524	1 091	18 297
Honduras	3 781	467	893	1 455	6 201	386	720	13 903
Hongrie	353	0	260	0	0	170	362	1 145
Iles Salomon	711	41	98	0	0	801	90	1 741
Inde	22 870	132	16 558	79 148	44 092	2 172	7 495	172 467
Indonésie	16 673	302	2 148	9 984	7 956	4 306	6 261	47 630
Iran (République islamique d')	5 263	0	73	2 461	11 477	2 264	356	21 894
Iraq	2 001	18	132	1 453	0	680	275	4 559
Islande	0	0	0	0	0	25	0	25
Jamahiriya arabe libyenne	737	0	0	0	0	678	11 148	12 563
Jamaïque	2 391	115	185	689	6 371	739	379	10 869
Jordanie	3 059	28	895	2 467	9 806	818	1 742	18 815
Kenya	12 338	244	155	5 213	3 516	1 165	4 545	27 176
Koweït	1 086	0	0	0	0	28	82	1 196
Lesotho	3 641	715	252	1 553	8 378	1 190	2 571	18 300
Liban	430	0	0	3 398	4 842	511	342	9 523
Libéria	2 683	20	448	528	22 930	749	500	27 858
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0
Madagascar	14 912	184	801	4 008	779	1 518	1 481	23 683
Malaisie	1 833	2	415	443	0	1 461	323	4 477
Malawi	13 832	2 297	1 255	3 351	43 337	1 336	2 997	68 405
Maldives	1 631	410	192	560	0	663	315	3 771
Mali	9 589	4 474	775	6 143	8 459	1 586	2 676	33 702
Malte	236	0	0	0	0	213	65	514
Maroc	6 913	30	1 850	2 589	25 756	1 521	857	39 516
Maurice	1 021	0	456	359	2 484	459	363	5 142
Mauritanie	3 532	1 893	980	2 286	6 060	1 353	1 076	17 180
Mexique	3 416	150	2 488	3 682	10 172	1 694	3 028	24 630
Mongolie	4 860	32	602	51	0	1 185	90	6 820
Mozambique	16 169	3 888	959	15 599	33 879	1 327	5 048	76 869
Myanmar	13 292	12	383	7 870	10	1 725	2 723	26 015
Namibie	2 482	1 914	79	3 487	2 018	793	1 618	12 391
Népal	20 721	2 111	2 258	7 918	6 570	2 035	3 200	44 813
Nicaragua	2 765	1 754	476	3 578	7 587	839	2 818	19 817
Niger	10 441	1 576	1 291	2 443	8 773	1 321	8 877	34 722
Nigéria	11 657	3	2 253	25 491	0	2 511	3 158	45 073
Oman	5 028	62	144	451	0	582	154	6 421
Ouganda	14 411	1 736	3 033	11 769	16 535	1 300	4 952	53 736
Pakistan	23 446	129	2 470	13 385	62 746	1 868	2 628	106 672
Panama	1 087	0	321	0	590	588	229	2 815
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 779	132	199	1 036	0	1 362	749	8 257
Paraguay	1 163	113	893	691	2 110	435	314	5 719
Pérou	3 623	104	1 252	4 479	10 656	1 176	3 115	24 405
Philippines	8 066	698	4 416	7 366	2 736	1 877	3 646	28 805
Pologne	1 032	0	33	0	23 814	1 630	835	27 344
Portugal	228	0	147	0	0	205	81	661
Qatar	582	0	14	0	0	69	151	816
République arabe syrienne	3 621	35	477	660	22 649	1 366	577	29 385
République centrafricaine	6 558	556	490	2 939	3 749	1 408	1 464	17 164
République démocratique populaire lao	10 894	1 305	135	1 933	(5)	1 525	1 540	17 327
République dominicaine	3 208	(6)	249	1 038	201	672	317	5 679
République-Unie de Tanzanie	16 090	812	2 539	15 034	7 785	2 323	10 122	54 705
Roumanie	1 643	0	323	210	0	624	443	3 243
Rwanda	11 007	1 294	718	2 814	1 948	936	3 244	21 961

/...

Tableau B.2 (suite)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total, dons {1-7}
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Etats Membres en développement (suite)								
Saint-Kitts-et-Nevis	289	33	5	0	0	186	13	526
Sainte-Lucie	281	16	24	0	(13)	148	93	549
Saint-Vincent-et-Grenadines	362	62	44	0	57	61	66	652
Samoa	1 628	222	168	0	1 035	1 064	135	4 252
Sao Tomé-et-Principe	1 288	261	506	316	3 237	641	561	6 810
Sénégal	7 962	3 612	1 689	5 072	11 673	1 385	6 465	37 858
Seychelles	296	3	39	0	471	553	376	1 738
Sierra Leone	4 833	1 696	229	2 698	1 281	692	1 544	12 973
Singapour	449	0	0	0	0	683	21	1 153
Somalie	8 293	516	814	3 644	21 523	1 279	2 150	38 219
Soudan	11 254	2 271	2 344	21 606	37 637	2 833	9 162	87 107
Sri Lanka	7 678	1	1 000	4 542	3 699	1 748	1 486	20 154
Suriname	645	(4)	57	0	0	198	534	1 430
Swaziland	1 534	220	212	938	3 608	578	365	7 455
Tchad	13 145	807	486	4 295	10 481	1 268	3 185	33 667
Tchécoslovaquie	51	0	0	0	0	119	71	241
Thaïlande	6 800	10	1 332	3 396	27 615	2 627	3 843	45 623
Togo	6 889	1 128	894	1 168	1 762	1 131	1 748	14 720
Trinité-et-Tobago	955	12	19	0	0	513	410	1 909
Tunisie	2 711	0	965	418	13 562	1 389	391	19 436
Turquie	3 794	0	566	1 279	2 726	904	5 538	14 807
Uruguay	2 722	9	89	152	0	613	654	4 239
Vanuatu	766	52	221	0	0	495	250	1 784
Venezuela	3 042	13	133	0	0	1 109	1 163	5 460
Viet Nam	33 960	91	4 578	10 176	12 218	4 244	8 339	73 606
Yémen	16 256	949	2 180	4 311	20 957	2 694	4 804	52 151
Yougoslavie	1 288	0	120	0	0	1 085	571	3 064
Zaïre	12 166	27	1 231	6 955	3 231	1 479	1 279	26 368
Zambie	6 843	442	2 426	2 826	2 606	1 460	5 326	21 929
Zimbabwe	5 497	565	787	2 427	3 380	1 249	5 340	19 245
Total, Etats Membres en développement	807 997	74 343	114 737	478 885	949 645	147 163	281 920	2 854 690
Etats non membres en développement								
Anguilla	222	13	64	0	0	0	0	299
Antilles néerlandaises	346	0	0	0	0	89	148	583
Aruba	49	0	0	0	0	5	19	73
Guam	0	0	0	0	0	6	0	6
Guyane française	0	0	0	0	0	22	0	22
Hong-kong	65	70	0	0	0	106	0	241
Ile Nioué	216	20	0	0	0	0	0	236
Iles Caïmanes	183	0	0	0	0	0	0	183
Iles Cook	348	81	18	0	0	346	41	834
Iles Marshall	0	0	129	0	0	54	16	199
Iles du Pacifique	0	0	0	1 326	0	0	0	1 326
Iles Turques et Caïques	896	39	90	0	0	0	206	1 231
Iles Vierges britanniques	30	5	17	0	0	47	0	99
Kiribati	680	287	20	0	0	284	15	1 286
Montserrat	365	27	16	0	0	0	0	408
Polynésie française	0	0	0	0	0	8	0	8
République de Corée	2 631	58	513	445	0	1 245	379	5 271
République populaire démocratique de Corée	3 572	44	757	463	0	1 968	496	7 480
Réunion	0	0	0	0	0	15	0	15
Taiwan	0	0	0	0	0	0	0	0

/...

Tableau B.2 (suite)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-7)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Etats non membres en développement (suite)								
Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	218	264	15	0	0	24	0	521
Tokélaou	359	11	0	0	0	0	2	372
Tonga	420	24	165	0	0	646	38	1 293
Tuvalu	21	3	3	0	0	10	38	75
Total, Etats non membres en développement	10 801	946	1 807	2 234	0	4 875	1 398	22 061
Total, pays en développement	818 798	75 289	116 544	481 119	949 645	152 038	283 318	2 876 751
Total, autres pays	4 541	1 812	10 320		211	2 622	5 594	25 100
Total, tous pays	823 339	77 101	126 864	481 119	949 856	154 660	288 912	2 901 851
Afrique	73 891	4 658	10 219	6 055	0	17 550	91 826	204 199
Amérique latine	21 012	2 020	5 034	11 761	0	11 514	25 074	76 415
Asie de l'Ouest	13 716	145	3 910	80	0	8 680	10 213	36 744
Asie et Pacifique	45 644	1 721	8 209	8 969	0	11 837	39 747	116 127
Activités interrégionales	37 599	10 564	24 947	0	0	17 533	85 926	176 569
Activités mondiales	17 230	1 751	0	74 523	6 535	5 281	139 909	245 229
Total des activités multinationales	209 092	20 859	52 319	101 388	6 535	72 395	392 695	855 283
Activités non classées ailleurs	3 252	0	352	1 825	0	6 875	4 539	16 843
Total général	1 035 683	97 960	179 535	584 332	956 391	233 930	686 146	3 773 977

Tableau B.3

Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles de développement, par pays et région bénéficiaires (Partie II : Prêts, secours et autres)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Total, dons (B.2) (col.7)	PIIDA	IDA	Banque mondiale	SPI	Total (1 à 5)	Pour mémoire : dépenses d'auto- assistance	Pour mémoire : coopération technique de la Banque mondiale et de l'IDA	Pour mémoire : secours et dons y afférents
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres en développement									
Afghanistan	36 785	0	(1 677)	0	0	35 108	3 818	0	909
Arabie saoudite	30 808	0	0	0	0	30 808	24 695	0	0
Albanie	2 021	0	0	0	0	2 021	0	0	0
Algérie	9 060	161	0	96 918	0	106 139	57	4 022	5 896
Angola	30 374	0	0	0	0	30 374	274	0	4 062
Antigua-et-Barbuda	565	0	0	0	0	565	0	0	0
Argentine	17 535	0	0	(12 129)	161 930	167 336	606	34 567	1 310
Bahamas	927	0	0	(2 310)	0	(1 383)	0	207	0
Barhain	358	0	0	0	0	358	5	0	430
Bangladesh	124 871	13 217	421 446	(5 349)	1 190	555 375	11	17 199	238
Barbade	707	0	0	(4 667)	40	(3 920)	0	1 172	0
Belize	825	278	0	1 661	1 000	3 763	0	1 635	526
Bénin	16 225	3 051	52 684	0	0	71 960	105	8 615	157
Bhoutan	18 655	761	1 868	0	0	21 284	0	102	0
Bolivie	24 781	1 659	44 560	(36 175)	4 240	39 065	7	4 496	63
Botswana	9 018	(205)	(382)	(26 323)	0	(17 892)	139	1 256	1 024
Brazil	44 014	(1 055)	0	(1 200 906)	205 540	(952 407)	2 483	33 539	412
Brunéi Darussalam	37	0	0	0	0	37	0	0	10
Bulgarie	3 796	0	0	0	0	3 796	0	0	0
Burkina Faso	33 899	584	12 231	0	0	46 713	0	2 737	250
Burundi	19 518	524	45 147	0	0	65 189	41	6 575	803
Cambodge	11 063	0	0	0	0	11 063	0	0	1 190
Cameroon	11 921	5 635	(4 229)	(16 236)	970	(1 940)	24	12 088	1 674
Cap-Vert	18 736	(67)	1 850	0	0	20 519	30	384	0
Chili	11 283	0	(798)	2 183	170 840	183 507	30	8 886	213
Chine	90 210	8 213	486 467	175 893	2 710	763 493	28	45 304	4 446
Chypre	1 743	0	0	608	0	2 351	34	532	12 827
Colombie	17 705	(534)	(819)	(539 434)	68 420	(454 661)	13	16 984	38
Comores	6 796	190	349	0	0	7 335	22	285	0
Congo	6 002	137	(947)	(16 259)	2 340	(8 727)	9	1 678	573
Costa Rica	8 973	(687)	(192)	(73 300)	370	(64 836)	(8)	617	5 507
Côte d'Ivoire	18 108	219	(128)	(1 953)	7 710	23 956	119	5 504	5 948
Cuba	16 423	0	0	0	0	16 423	0	0	0
Djibouti	6 015	58	2 318	0	0	8 391	0	0	0
Dominique	956	389	790	0	0	2 135	0	191	915
Egypte	31 053	6 635	(5 467)	(221 641)	16 410	(173 010)	1 548	5 905	1 073
El Salvador	14 263	828	(837)	(26 916)	0	(12 662)	105	61	965
Emirats arabes unis	2 364	0	0	0	0	2 364	381	0	24
Equateur	19 271	797	(938)	(56 451)	0	(37 322)	21	5 468	107
Ethiopie	140 402	923	63 374	(8 876)	0	195 822	605	10 422	78 046
Fidji	3 655	0	0	(9 647)	1 590	(4 402)	143	1 263	0
Gabon	3 092	0	0	4 207	27 000	34 299	438	2 752	74
Gambie	10 776	774	8 805	0	0	20 355	22	2 261	0
Ghana	26 294	214	194 550	(19 612)	102 070	303 516	135	26 354	206
Grèce	426	0	0	(49 334)	0	(48 908)	41	0	1 653
Grenade	340	0	933	0	280	1 553	0	151	0
Guatemala	25 755	73	0	7 702	0	33 531	0	1 289	935
Guinée	26 817	519	48 677	(14 166)	3 760	65 608	93	22 327	9 927
Guinée-Bissau	14 093	1 319	14 083	0	0	29 495	290	8 352	0
Guinée équatoriale	9 078	269	1 820	0	0	11 167	134	1 236	0
Guyana	6 555	277	54 358	(61 863)	0	(673)	0	167	0
Haiti	18 297	2 418	9 938	0	90	30 743	0	4 232	133
Honduras	13 903	51	(3 455)	(108 351)	1 370	(96 482)	0	27	11 986
Hongrie	1 145	0	0	39 286	17 600	58 031	45	5 234	2 773
Iles Salomon	1 741	217	2 420	0	0	4 378	0	182	0
Inde	172 467	4 059	446 234	374 966	90 980	1 088 707	1 837	54 493	4 692
Indonésie	47 630	2 531	(17 540)	(194 353)	3 410	(258 321)	2 471	243 522	4 273
Iran (République islamique d')	21 894	0	0	(76 998)	10	(55 094)	35	0	13 286
Iraq	4 559	0	0	(8 781)	0	(4 222)	231	0	523
Islande	25	0	0	(7 520)	0	(7 495)	0	0	0
Jamahiriya arabe libyenne	12 563	0	0	0	0	12 563	8 872	0	0
Jamaïque	10 869	(498)	0	(84 805)	5 200	(69 235)	78	5 998	0
Jordanie	18 815	353	(1 580)	33 443	5 440	56 472	87	3 294	22 742
Kenya	27 176	2 553	223 297	(169 154)	20 210	104 083	0	12 460	2 675
Koweït	1 196	0	0	0	0	1 196	73	0	0

/...

Tableau B.2 (suite)

	Total, dons (8.2) (col.7)	FXDA	IDA	Banque mondiale	SFI	Total (1 à 5)	Pour mémoire : dépenses d'auto- assistance	Pour mémoire : coopération technique de la Banque mondiale et de l'IDA	Pour mémoire : secours et dons y afférents
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres en développement (suite)									
Lesotho	18 300	543	7 899	0	0	26 742	(1)	2 254	283
Liban	9 523	0	0	(10 702)	0	(1 179)	-	0	1 287
Libéria	27 858	0	0	41	650	28 549	124	0	638
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Madagascar	23 683	1 119	55 673	(5 137)	7 250	82 508	39	9 818	0
Malaisie	4 477	0	0	(45 713)	4 700	(36 536)	18	10 092	7 351
Malawi	68 405	2 521	90 070	(13 208)	3 200	150 987	(6)	13 315	36 698
Maldives	3 771	97	1 087	0	0	4 955	-	588	0
Mali	33 702	2 132	38 141	0	0	73 975	20	9 571	42
Malte	514	0	0	0	0	514	-	0	40
Maroc	39 516	4 027	(1 166)	(2 033)	113 980	154 324	34	40 897	135
Maurice	5 162	808	(354)	(24 244)	5 900	(12 848)	-	312	0
Mauritanie	17 180	2 394	37 275	(15 836)	1 050	42 064	111	5 544	1 146
Mexique	24 630	(1 312)	0	1 772 972	254 360	2 050 750	1 502	26 307	9 235
Mongolie	6 820	0	0	0	0	6 820	-	0	0
Mozambique	76 889	0	73 614	0	500	150 983	118	6 411	7 090
Myanmar	26 015	0	49 550	0	0	75 566	353	2 793	0
Namibie	12 391	0	0	0	0	12 391	-	0	1 660
Népal	44 813	6 871	60 492	0	4 720	116 896	69	14 049	331
Nicaragua	19 817	1 368	(174)	(1 469)	0	19 541	0	0	7 698
Niger	34 722	(311)	48 759	0	0	83 170	444	12 595	45
Nigéria	45 073	2 938	6 076	(99 644)	21 490	(24 066)	549	24 326	672
Oman	6 421	0	0	(10 652)	0	(4 230)	0	370	0
Ouganda	53 736	3 504	199 074	(6 392)	2 000	251 922	639	21 873	3 059
Pakistan	106 672	850	100 928	156 972	14 870	380 292	878	23 457	53 327
Panama	2 815	(1 804)	0	(68 362)	9 500	(57 851)	0	0	222
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 257	596	(1 725)	35 248	0	42 376	112	9 147	1 569
Paraguay	5 719	4 331	(1 313)	(48 861)	650	(39 475)	0	1 200	18
Pérou	24 405	2 166	0	(54)	2 930	29 447	38	161	518
Philippines	28 805	125	(1 817)	(90 365)	99 920	36 667	223	10 268	13 286
Pologne	27 344	0	0	53 549	1 060	81 953	36	100	0
Portugal	661	0	0	(35 876)	6 180	(29 036)	0	1 593	470
Qatar	816	0	0	0	0	816	151	0	0
République arabe syrienne	29 385	(3)	(2 100)	(1 983)	0	25 299	39	0	200
République centrafricaine	17 164	1 005	69 554	0	0	87 723	0	9 322	588
République démocratique populaire lao	17 327	3 044	31 606	0	0	51 978	-	1 774	983
République dominicaine	5 679	918	(340)	5 931	2 660	14 848	0	4 751	4
République-Unie de Tanzanie	54 705	(39)	172 689	(43 490)	1 550	185 415	2 324	18 654	1 860
Roumanie	3 243	0	0	(14 316)	0	(11 073)	9	0	1
Rwanda	21 961	2 321	18 246	0	50	42 578	14	6 982	1 730
Sainte-Lucie	549	(42)	0	0	0	508	0	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	526	0	0	0	0	526	0	0	0
Saint-Vincent-et-Grenadines	652	0	815	(4)	0	1 463	0	260	8
Samoa	4 252	111	3 339	0	0	7 702	0	273	0
Sao Tomé-et-Principe	6 810	437	5 222	0	0	12 470	0	2 513	0
Sénégal	37 858	865	108 016	(19 368)	4 650	132 021	60	7 331	5 744
Seychelles	1 738	0	0	389	130	2 257	0	18	0
Sierra Leone	12 973	0	12	(11)	0	12 974	340	12	2 656
Singapour	1 153	0	0	(26 819)	0	(25 666)	0	0	462
Somalie	38 219	(372)	28 276	0	30	66 153	68	8 678	12 516
Soudan	87 107	2 628	110 370	(11 268)	90	188 926	998	19 575	34 053
Sri Lanka	20 154	1 119	117 856	(13 395)	(1 750)	123 983	135	10 336	2 401
Suriname	1 430	0	0	0	0	1 430	0	0	87
Swaziland	7 455	683	(203)	(23 039)	770	(14 333)	9	117	1 528
Tchad	33 667	0	46 215	0	0	79 882	193	13 546	0
Tchécoslovaquie	241	0	0	0	0	241	0	0	0
Thaïlande	45 623	(1 093)	(1 977)	(222 295)	9 110	(170 631)	513	7 867	23 454
Togo	14 720	2 746	27 629	(697)	340	44 737	0	8 711	267
Trinité-et-Tobago	1 909	0	0	11 017	17 630	30 556	0	928	0
Tunisie	19 436	(941)	(1 819)	(1 407)	4 150	19 419	241	3 095	519
Turquie	14 807	1 020	(5 214)	(505 245)	132 240	(362 392)	4 704	20 611	2 386
Uruguay	4 239	0	0	(19 147)	15 260	352	174	897	69
Vanuatu	1 784	0	776	0	0	2 560	0	23	0
Venezuela	5 460	1 479	0	821 178	19 560	847 676	811	1 495	416
Viet Nam	73 606	0	(1 039)	0	0	72 567	7 081	0	8 665

/...

Tableau B.3 (suite)

	Total, dons (B.2) (col.7)	FIDA	IDA	Banque mondiale	SPI	Total (1 à 5)	Pour mémoire : dépenses d'auto- assistance	Pour mémoire : coopération technique de la Banque mondiale et de l'IDA	Pour mémoire : secours et dons y afférents
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Etats Membres en développement (suite)									
Yémen	52 151	1 859	26 335	0	3 670	84 015	1 279	5 360	387
Yougoslavie	3 064	0	0	(326 893)	100 960	(222 868)	28	2 620	3 410
Zaire	26 368	1 195	79 621	14 197	7 090	128 471	153	15 055	4 254
Zambie	21 929	3 179	2 861	(3 988)	7 390	31 371	596	2 905	4 018
Zimbabwe	19 245	265	(486)	(26 413)	74 470	67 081	0	4 345	4 147
Total, Etats Membres en développement	2 854 690	112 288	3 697 554	(1 283 570)	1 877 680	7 258 641	75 447	1 051 768	469 145
Etats non membres en développement									
Anguilla	299	0	0	0	0	299	0	0	0
Antilles néerlandaises	583	0	0	0	0	583	107	0	0
Aruba	73	0	0	0	0	73	0	0	0
Guam	6	0	0	0	0	6	0	0	0
Guyane française	22	0	0	0	0	22	0	0	0
Hong-kong	241	0	0	0	0	241	0	0	295
Ile Nioué	236	0	0	0	0	236	0	0	15 896
Iles Caennanes	183	0	0	0	0	183	0	0	0
Iles Cook	834	0	0	0	0	834	0	0	0
Iles Marshall	199	0	0	0	0	199	16	0	0
Iles du Pacifique	1 326	0	0	0	0	1 326	0	0	0
Iles Vierges britanniques	99	0	0	0	0	99	0	0	0
Kiribati	1 286	0	0	0	0	1 286	0	0	0
Montserrat	408	0	0	0	0	408	0	0	0
Nauru	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Polynésie française	8	0	0	0	0	8	0	0	0
République de Corée	5 271	0	(3 136)	(662 366)	630	(659 600)	59	980	348
République populaire démocratique de Corée	7 480	0	0	0	0	7 480	0	0	0
Réunion	15	0	0	0	0	15	0	0	0
Taiwan	0	0	(552)	(5 458)	0	(6 010)	0	0	0
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	521	0	0	0	0	521	0	0	0
Tokélaou	372	0	0	0	0	372	0	0	0
Tonga	1 293	534	981	0	0	2 807	0	0	0
Turques et Caïques	1 231	0	0	0	0	1 231	0	0	0
Tuvalu	75	0	0	0	0	75	0	0	0
Total, Etats non membres en développement	22 061	534	(2 707)	(667 824)	630	(647 306)	182	980	16 539
Total, pays en développement	2 876 751	112 822	3 694 847	(1 951 394)	1 878 310	6 611 336	75 629	1 052 748	485 684
Total, autres pays	25 100	0	3 665	(69 563)	150	(40 648)	1 089	2	93 264
Total, tous pays	2 901 851	112 822	3 698 512	(2 020 957)	1 878 460	6 570 687	77 518	1 052 750	578 948
Afrique	204 199	2 100	0	0	0	206 299	669	0	300
Asie et Pacifique	116 127	1 900	0	0	0	118 027	47	0	2 357
Amérique latine	76 415	500	0	0	0	76 915	35	0	1 123
Asie de l'Ouest	36 744	1 700	0	0	0	38 444	1 385	0	11 765
Activités mondiales	245 229	0	0	0	0	245 229	0	0	0
Activités interrégionales	176 569	0	0	-	0	176 569	0	0	0
Total des activités multinationales	855 283	6 200	0	0	0	861 483	2 136	0	15 545
Activités non classées ailleurs	16 843	20 300	0	73 184	0	110 327	1 179	740	279 193
Total général	3 773 977	139 322	3 698 512	(1 947 773)	1 878 460 a/	7 542 497 b/	80 833	1 053 490	873 686

a/ On ne dispose pas de détails sur les décaissements nets. Le total de cette colonne représente donc les décaissements bruts par pays.

b/ Ce total diffère de la ligne correspondante du tableau B.1, car on ne dispose pas de renseignements par pays pour les décaissements nets de la SPI.

Tableau B.4

Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies
aux activités opérationnelles de développement, par région

(En milliers de dollars)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires et fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-6)	FIDA	IDA	Total (7-9)	Pour mémoire : auto- assistance
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Afrique											
Par pays	356 838	51 099	47 681	217 814	487 228	204 304	1 364 964	57 140	1 879 294	3 301 398	20 024
Régionales	73 891	4 658	10 219	6 055	0	109 376	204 199	2 100	0	206 299	669
Total partiel	430 729	55 757	57 900	223 869	487 228	313 680	1 569 163	59 240	1 879 294	3 507 697	20 693
Asie et Pacifique											
Par pays	284 239	16 008	48 795	206 815	248 829	115 107	919 793	41 254	1 695 585	2 656 632	17 765
Régionales	45 644	1 721	8 209	8 969	0	51 564	116 127	1 900	0	118 027	47
Total partiel	329 883	17 729	57 004	215 784	248 829	166 691	1 035 920	43 154	1 695 585	2 774 659	17 812
Amériques											
Par pays	121 903	7 067	14 105	39 725	117 317	54 557	354 674	11 199	102 526	468 399	5 967
Régionales	21 012	2 020	5 034	11 761	0	36 588	76 415	500	0	76 915	35
Total partiel	142 915	9 087	19 139	51 486	117 317	91 145	431 089	11 699	102 526	545 314	6 002
Europe											
Par pays	7 332	0	1 352	210	23 814	9 771	42 479	0	0	42 479	159
Régionales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	7 332	0	1 352	210	23 814	9 771	42 479	0	0	42 479	159
Asie Occidentale											
Par pays	48 486	1 115	4 611	16 555	72 457	51 617	194 841	3 229	17 442	215 512	31 714
Régionales	13 716	145	3 910	80	0	18 893	36 744	1 700	0	38 444	1 385
Total partiel	62 202	1 260	8 521	16 635	72 457	70 510	231 585	4 929	17 442	253 956	33 099
Interrégionales, mondiales, autres pays et non classés ailleurs											
	62 622	14 127	35 619	76 348	6 746	268 279	463 741	20 300	3 665	487 706	3 068
Total	1 035 683	97 960	179 535	584 332	956 391	920 076	3 773 977	139 322	3 698 512	7 611 811	a/ 80 833

a/ Ce total diffère de celui du tableau B.3 du fait qu'il ne comprend ni les transferts nets de la Banque mondiale ni les décaissements nets de la SPI.

Tableau B.5

Dépenses sous forme de dons consacrées par les organismes des Nations Unies et d'autres institutions
à des activités de développement en 1990, par organisme ou organisation

(En milliers de dollars)

	Total	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budget ordinaire	Autres fonds extra- budgétaires
Organisation des Nations Unies								
CEA	17 535	8 160	1	4 690	0	0	2 072	2 612
CBE	2 411	451	0	368	0	0	138	1 454
CEPALC	10 088	1 880	3	2 401	0	0	1 125	4 679
CESAO	866	58	92	716	0	0	0	0
CESAP	19 258	7 676	21	2 122	0	0	1 331	8 108
CNUCED	21 692	16 720	241	0	0	0	1 035	3 696
CNUEH	24 436	20 641	1 898	0	0	0	710	1 187
Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	1 111	0	0	0	0	0	0	1 111
Département de la coopération technique pour le développement	173 439	117 666	3 198	25 935	0	0	10 995	15 645
PNUE	107	0	0	107	0	0	0	0
Total partiel	270 943	173 372	5 454	36 339	0	0	17 406	38 492
FAO	436 559	175 252	2 883	5 091	0	0	35 952	217 261
AIEA	48 826	2 725	0	0	0	0	36 695	9 406
OACI	51 574	32 557	441	0	0	0	0	18 576
OIT	149 238	66 960	4 400	11 381	0	0	13 334	53 163
OMI	15 065	5 357	63	0	0	0	1 158	8 487
CCI	37 543	17 277	(1)	0	0	0	0	20 267
UIT	33 074	27 211	57	0	0	0	956	4 850
OMS	360 573	24 947	586	24 657	0	0	105 423	204 960
OMPI	9 357	2 824	129	0	0	0	4 047	2 357
OMM	33 601	16 796	0	0	0	0	1 222	15 583
OMT	2 673	2 608	65	0	0	0	0	0
Banque mondiale	78 573	75 330	3 243	0	0	0	0	0
PAM	956 391	0	0	0	0	956 391	0	0
PNUD a/	190 272	135 263	53 912	1 097	0	0	0	0
Unesco	92 838	32 967	1	11 497	0	0	0	0
FNUAP	25 601	0	0	25 601	0	0	12 061	36 312
UNICEF	586 267	0	1 357	578	584 332	0	0	0
ONUDI	156 040	94 250	1 524	0	0	0	4 516	55 750
UPU	4 931	3 089	0	0	0	0	1 160	682
Autres b/	44 666	21 779	3 401	19 486	0	0	0	0
Gouvernements	178 866	125 119	20 445	33 302	0	0	0	0
Non classés ailleurs	10 506	0	0	10 506	0	0	0	0
TOTAL	3 773 977	1 035 683	97 960	179 535	584 332	956 391	233 930	686 146

Source : DP/1991/69, tableau 1.

a/ Y compris le BSP, les VNU, le FANUERN, le SFNUSTD et le BNUS.

b/ Y compris les ONG (surtout pour le FNUAP), la BAfD, la BAaD et le FADES.

Tableau B.6

Dépenses sous forme de dons consacrées par les organismes des Nations Unies
à des activités de développement, par secteur, 1990

(En milliers de dollars)

Catégories de programmes selon la classification du CAC	Pourcen- tage du total	Total	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires
01 Affaires politiques	0	5 548	932	324	0	0	0	305	3 987
02 Questions de développement général, politiques et planification	7	283 504	224 951	12 189	0	18 904	0	8 775	18 685
03 Ressources naturelles	5	198 081	112 269	19 716	0	0	0	22 381	43 715
04 Agriculture, sylviculture et pêche	18	728 874	195 952	14 542	0	0	280 765	40 544	197 071
05 Industrie	5	193 742	120 658	7 438	0	0	1 592	7 420	56 634
06 Transports et communications	4	153 800	87 309	14 521	0	0	11 741	4 158	36 091
07 Commerce international et financement du développement	1	57 599	29 414	792	0	0	0	1 034	26 359
08 Population	5	182 367	1 036	122	179 535	0	0	9	1 665
09 Etablissements humains	1	47 276	25 892	3 846	0	0	15 495	891	1 152
10 Santé	24	968 900	45 467	6 383	0	407 273	184 704	113 739	211 334
11 Education	4	154 311	38 839	4 329	0	64 085	24 357	5 857	16 844
12 Emploi	2	88 550	45 882	770	0	0	0	9 141	32 757
13 Aide humanitaire et secours	12	494 976	14 396	3 449	0	48 534	428 100	2	495
14 Conditions sociales et justice sociale	2	84 757	26 401	5 301	0	44 934	0	3 241	4 880
15 Culture	3	24 499	8 389	175	0	0	0	5 677	10 258
16 Science et technologie	3	93 679	57 896	4 063	0	0	0	10 019	21 701
17 Divers	3	13 516	0	0	0	600	9 641	757	2 518
Total	100	3 773 979	1 035 683	97 960	179 535	584 330	956 395	233 930	686 146

Source : DP/1991/69, tableau 2; FNUAP, PAM et UNICEF.

Tableau B.7

Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles,
par groupe de pays, selon le niveau de revenu ou la catégorie

(En milliers de dollars)

	Produit national brut (PNB) par habitant														Pays sans littoral	Pourcentage du total	Pays les moins avancés	Pourcentage du total
	Total tous pays	Pourcentage du total	250 dollars ou moins	Pourcentage du total	251 à 500 dollars	Pourcentage du total	501 à 1 000 dollars	Pourcentage du total	1 001 à 2 500 dollars	Pourcentage du total	Plus de 2 500 dollars	Pourcentage du total	Pas de chiffres disponibles sur le PNB	Pourcentage du total				
Population (en milliers d'habitants)	5 292 195	100	402 945	8	2 461 837	47	250 932	5	456 364	9	361 348	7	1 358 769	26	178 349	3	448 420	8
PNUD	818 798	100	200 324	24	259 790	32	109 966	13	95 907	12	49 281	6	103 530	13	183 531	22	348 749	43
Fonds gérés par le PNUD	75 289	100	22 330	30	23 439	31	12 561	17	4 310	6	421	1	12 228	16	31 415	42	60 265	80
PNUAP	116 544	100	23 332	20	43 139	37	20 415	18	13 867	12	3 642	3	12 149	10	20 637	18	39 938	34
UNICEF	481 119	100	156 811	33	173 185	36	49 788	10	31 435	7	11 484	2	58 416	12	68 718	14	205 554	43
PAM	949 645	100	288 467	30	216 085	23	161 836	17	137 246	14	24 515	3	121 496	13	153 246	16	471 055	50
Budgets ordinaires et fonds extra-budgétaires	435 356	100	77 091	18	109 258	25	64 775	15	63 063	14	62 778	14	58 391	13	91 462	21	166 384	38
Total, dons pour le développement	2 876 751	100	768 355	27	824 896	29	419 341	15	345 828	12	152 121	5	366 210	13	549 009	19	1 291 945	45
Versements nets du FIDA	112 822	100	35 569	32	42 588	38	24 537	22	5 651	5	(1 055)	-1	5 532	5	33 410	30	55 828	49
Transferts nets de l'IDA	3 694 847	100	1 307 846	35	2 068 143	56	166 211	4	(11 367)	0	(3 135)	0	167 149	5	712 660	19	1 828 758	49
TOTAL	6 684 420	100	2 111 770	32	2 935 627	44	610 089	9	340 112	5	147 931	2	538 891	8	1 295 079	19	3 176 531	48
Auto-assistance	75 629	100	5 280	7	7 175	9	3 767	5	9 134	12	37 621	50	12 652	17	6 027	8	12 397	16

Tableau B.8

Dépenses par habitant consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles, par groupe de pays, selon le niveau de revenu ou la catégorie

(En cents par habitant)

	Produit national brut (PNB) par habitant						Pas de chiffres disponibles sur le PNB	Pays sans littoral	Pays les moins avancés
	Total tous pays	250 dollars ou moins	251 à 500 dollars	501 à 1 000 dollars	1 001 à 2 500 dollars	Plus de 2 500 dollars			
Population (en milliers d'habitants)	5 292 195	402 945	2 461 837	250 932	456 364	361 348	1 358 769	178 349	448 420
PNUD	15,5	49,7	10,6	43,8	21,0	13,6	7,6	102,9	77,8
Fonds gérés par le PNUD	1,4	5,5	1,0	5,0	0,9	0,1	0,9	17,6	13,4
FNUCAP	0,0 2,2	5,8	1,8	8,1	3,0	1,0	0,9	11,6	8,9
UNICEF	9,1	38,9	7,0	19,8	6,9	3,2	4,3	38,5	45,8
PAM	17,9	71,6	8,8	64,5	30,1	6,8	8,9	85,9	105,0
Budgets ordinaires et fonds extrabudgétaires	8,2	19,1	4,4	25,8	13,8	17,4	4,3	51,3	37,1
Total, dons pour le développement	54,4	190,7	33,5	167,1	75,8	42,1	27,0	307,8	288,1
Versements nets du FIDA	2,1	8,8	1,7	9,8	1,2	-0,3	0,4	18,7	12,4
Transferts nets de l'IDA	69,8	324,6	84,0	66,2	-2,5	-0,9	12,3	399,6	407,8
TOTAL	126,3	524,1	119,2	243,1	74,5	40,9	39,7	726,1	708,4
Auto-assistance	1,4	1,3	0,3	1,5	2,0	10,4	0,9	3,4	2,8

Tableau B.9 a)

Dépenses consacrées en 1990 par les organismes des Nations Unies
aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés

(En milliers de dollars)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	PNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires et fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-6)	FIDA	IDA	Total (7-9)	Auto- assistance
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Afghanistan	7 098	6 131	261	14	12 989	10 292	36 785	0	(1 677)	35 108	3 818
Bangladesh	27 595	1 840	4 506	32 778	5 193	5 959	124 871	13 217	421 446	559 534	11
Bénin	5 736	994	1 124	2 220	4 130	2 021	16 225	3 051	52 684	71 960	105
Bhoutan	10 110	834	477	3 031	2 543	1 660	18 655	761	1 868	21 284	0
Botswana	3 885	524	511	818	1 021	2 259	9 018	(205)	(382)	8 431	139
Burkina Faso	11 164	3 258	1 104	5 375	7 257	5 741	33 899	584	12 231	46 713	0
Burundi	8 743	828	1 207	3 253	2 952	2 535	19 518	524	45 147	65 189	41
Cap-Vert	1 605	2 285	851	943	9 558	3 494	18 736	(67)	1 850	20 519	30
Comores	2 171	895	786	499	1 213	1 234	6 796	190	349	7 335	22
Djibouti	1 575	654	85	1 014	1 971	716	6 015	58	2 318	8 391	0
Ethiopie	14 829	3 327	2 433	22 393	88 465	8 955	140 402	923	63 374	204 698	605
Gambie	3 603	558	506	563	2 769	2 777	10 176	774	8 805	20 355	22
Guinée	10 497	1 979	544	2 799	8 614	2 384	26 817	519	48 677	76 013	93
Guinée équatoriale	2 981	972	592	784	2 632	1 117	9 078	269	1 820	11 167	134
Guinée-Bissau	4 200	980	423	1 647	3 692	3 151	14 093	1 319	14 083	29 495	290
Haïti	10 931	1 001	875	2 158	1 717	1 615	18 297	2 418	9 938	30 653	0
Kiribati	680	287	20	0	0	299	1 286	0	0	1 286	0
Lesotho	3 641	715	252	1 553	8 378	3 761	18 300	543	7 899	26 742	(1)
Libéria	2 683	20	448	528	22 930	1 249	27 858	0	0	27 858	124
Malawi	13 832	2 297	1 255	3 351	43 337	4 333	68 405	2 521	90 070	160 996	(6)
Maldives	1 631	410	192	560	0	978	3 771	97	1 087	4 955	0
Mali	9 589	4 474	775	6 143	8 459	4 262	33 702	2 132	38 141	73 975	20
Mauritanie	3 532	1 893	980	2 286	6 060	2 429	17 180	2 394	37 275	56 849	111
Mozambique	16 169	3 888	959	15 599	33 879	6 375	76 869	0	73 614	150 483	118
Myanmar	13 292	12	383	7 870	10	4 448	26 015	0	49 550	75 566	353
Namibie	2 482	1 914	79	3 487	2 018	2 411	12 391	0	0	12 391	0
Népal	20 721	2 111	2 258	7 918	6 570	5 235	45 813	6 871	60 492	112 176	69
Niger	10 441	1 576	1 291	2 443	8 773	10 198	34 722	(311)	48 759	83 170	444
Ouganda	14 411	1 736	3 033	11 769	16 535	6 252	53 736	3 504	199 074	256 314	639
République centrafricaine	6 558	556	490	2 939	3 749	2 872	17 164	1 005	69 554	87 723	0
République démocratique populaire lao	10 894	1 305	135	1 933	(5)	3 065	17 327	3 044	31 606	51 978	0
République-Unie de Tanzanie	16 090	812	2 539	15 034	7 785	12 445	54 705	(39)	172 689	227 356	2 324
Rwanda	11 007	1 294	718	2 814	1 948	4 180	21 961	2 321	18 246	42 528	14
Samoa	1 628	222	168	0	1 035	1 199	4 252	111	3 339	7 702	0
Sao Tomé-et-Príncipe	1 288	261	506	316	3 237	1 202	6 810	437	5 222	12 470	0
Sierra Leone	4 833	1 696	229	7 698	1 281	2 236	12 973	0	12	12 985	340
Somalie	8 293	516	814	3 644	21 523	3 429	38 219	(372)	28 276	66 123	68
Soudan	11 254	2 271	2 344	21 606	37 637	11 995	87 107	2 628	110 370	200 104	998
Tchad	13 145	807	486	4 295	10 481	4 453	33 667	0	46 215	79 882	193
Togo	6 889	1 128	894	1 168	1 762	2 879	14 720	2 746	27 629	45 094	0
Tuvalu	21	3	3	0	0	48	75	0	0	75	0
Vanuatu	766	52	221	0	0	745	1 784	0	776	2 400	0
Yémen	16 256	949	2 180	4 311	20 957	7 498	52 151	1 859	26 335	80 445	1 279
Total	348 749	60 265	39 938	205 554	471 055	166 384	1 291 945	55 827	1 828 758	3 176 531	12 397

Tableau B.9 b)

Dépenses consacrées en 1989 par les organismes des Nations Unies
aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés

(En milliers de dollars)

	PNUD	Fonds gérés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires et fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-6)	FIDA	IDA	Total (7-9)	Auto- assistance
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Afghanistan	3 373	3 562	254	802	48 039	6 897	62 927	0	-2	62 925	1 127
Bangladesh	26 939	6 914	3 082	23 801	56 322	6 716	123 774	11 710	264	135 748	15
Bénin	5 175	1 081	1 372	2 436	1 579	1 914	13 557	3 836	44	17 437	10
Bhoutan	7 365	2 595	152	1 666	1 247	1 900	14 925	648	3	15 576	0
Botswana	3 973	2 152	203	1 157	2 976	1 713	12 174	279	0	12 453	372
Burkina Faso	10 229	2 261	818	4 454	2 595	5 714	26 071	1 098	22	27 191	0
Burundi	5 767	399	827	2 661	2 745	2 020	14 419	0	43	14 462	0
Cap-Vert	2 017	938	537	1 117	5 384	4 746	14 739	(3)	3	14 739	26
Comores	2 548	586	386	472	1 464	2 109	7 565	180	1	7 746	6
Djibouti	1 081	298	0	266	36	690	2 621	0	2	2 623	0
Ethiopie	15 763	3 189	1 812	18 938	66 826	9 121	115 649	253	61	115 963	125
Gambie	3 665	492	347	496	4 025	1 712	10 737	0	15	10 752	93
Guinée	9 818	3 169	264	2 245	1 248	3 340	20 084	(47)	61	20 098	9
Guinée équatoriale	2 165	538	539	377	1 135	973	5 727	0	8	5 735	94
Guinée-Bissau	5 100	894	244	951	1 020	2 945	11 154	293	18	11 465	3
Haiti	7 156	1 468	546	2 959	3 847	1 508	17 484	955	8	18 447	0
Kiribati	686	167	62	0	0	334	1 249	0	0	1 249	0
Lesotho	2 669	2 536	210	1 024	9 213	3 560	19 212	2 589	12	21 813	(40)
Malawi	12 506	1 333	1 048	3 062	31 576	2 628	52 153	1 648	73	53 874	47
Maldives	840	763	112	918	0	1 193	3 826	0	1	3 827	0
Mali	8 811	3 481	747	6 242	2 338	3 859	25 478	161	3	25 682	0
Mauritane	4 618	2 409	818	1 689	4 476	3 271	17 281	0	8	17 289	1
Mozambique	13 185	1 159	816	9 806	24 541	5 576	55 083	0	49	55 132	126
Myanmar	7 360	1	25	6 573	70	4 642	18 671	0	48	18 719	259
Népal	18 582	2 272	1 938	7 392	5 523	6 347	42 054	(342)	103	41 815	503
Niger	6 606	4 800	930	2 227	11 212	8 108	13 883	0	31	33 914	504
Ouganda	11 717	3 858	2 533	12 466	15 142	7 413	53 129	467	87	53 683	133
République centrafricaine	6 324	818	464	2 113	2 983	1 561	14 263	1 182	21	15 666	0
République démocratique populaire lao	11 161	1 010	273	1 541	1 860	3 436	19 781	3 432	35	22 748	0
République-Unie de Tanzanie	13 292	2 711	1 082	14 012	4 648	9 729	45 474	228	105	45 807	2 888
Rwanda	8 412	555	779	2 328	995	5 732	18 801	0	24	18 825	0
Samoa	1 705	333	53	0	0	1 107	3 198	1 223	1	4 422	0
Sao Tomé-et-Principe	1 254	1 409	192	96	2 364	994	6 309	0	5	6 314	1
Sierra Leone	5 705	2 036	90	2 224	579	1 988	12 622	1 008	0	13 630	339
Somalie	8 610	1 245	886	2 305	19 826	3 792	36 664	0	43	36 707	157
Soudan	9 553	2 867	2 173	26 012	21 443	9 859	71 907	470	75	72 452	638
Tchad	11 117	1 501	164	2 663	12 002	4 877	32 324	0	22	32 346	85
Togo	5 905	994	455	883	2 131	2 089	12 457	48	36	12 541	0
Tuvalu	969	67	5	0	0	23	1 064	1 660	0	2 724	0
Vanuatu	1 081	41	264	0	22	913	2 321	0	1	2 322	0
Yémen	10 204	317	1 376	2 090	14 500	3 911	32 398	0	24	32 422	1 005
Total	295 006	69 219	28 878	172 464	388 182	150 960	1 104 709	33 176	1 398	1 139 283	8 526

Tableau B.9 c)

Dépenses consacrées en 1986 par les organismes des Nations Unies
aux activités opérationnelles dans les pays les moins avancés

(En milliers de dollars)

	PMUD	Fonds gérés par le PMUD	PMUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires et fonds extra- budgétaires	Total, dons (1-6)	FIDA	IDA	Total (7-9)	Auto- assistance
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Afghanistan	5 194	(48)	367	833	11	1 712	8 069		(1 475)	6 594	126
Bangladesh	27 274	2 388	2 935	23 169	53 089	4 280	113 135	11 844	259 533	384 512	51
Bénin	5 145	755	458	1 143	3 363	1 394	12 258	2 106	20 068	34 432	43
Bhoutan	7 050	605	102	1 768	2 038	1 271	12 834	312	2 010	15 156	0
Botswana	3 558	1 626	208	746	6 269	1 582	13 939	(287)	(354)	13 348	330
Burkina Faso	9 018	2 739	866	3 277	3 346	9 034	28 280	1 988	15 862	46 130	5
Burundi	4 817	637	709	2 013	3 162	2 189	13 527	1 120	41 622	56 269	0
Cap-Vert	2 472	1 793	320	1 528	4 072	6 023	16 208		1 308	17 517	21
Comores	2 084	466	284	602	998	1 743	6 177	199	1 693	8 069	8
Djibouti	1 407	945	10	133	2 143	839	5 477	78	5 170	10 725	0
Ethiopie	16 704	5 914	1 416	19 421	40 125	6 961	90 541	5 729	65 307	161 577	270
Gambie	3 340	1 680	136	271	4 110	2 358	11 895	1 149	4 246	17 290	0
Guinée	7 417	3 469	932	1 477	2 513	2 541	18 349	416	45 321	64 086	2 1
Guinée équatoriale	1 656	234	586	148	2 015	867	5 506	310	5 982	11 798	0
Guinée-Bissau	5 066	312	113	685	2 912	2 473	31 561	1 430	15 983	28 974	32
Haïti	6 427	1 545	503	2 149	2 776	1 131	14 531	2 727	16 621	33 879	0
Kiribati	642	12	45	0	0	319	1 018	0	0	1 018	0
Lesotho	2 695	367	81	612	3 954	3 003	10 712	920	6 077	17 709	116
Malawi	9 828	998	638	2 506	24 975	1 379	40 324	2 606	57 957	100 887	159
Maldives	660	250	198	533	0	1 437	3 078	1 316	562	4 956	0
Mali	9 160	2 673	463	4 404	20 811	3 363	40 874	4 103	55 266	100 245	130
Mauritanie	5 425	3 244	650	860	4 006	3 588	17 773	2 577	27 761	48 111	40
Mozambique	10 910	1 483	878	11 219	18 543	4 161	47 194	0	43 235	90 429	1
Myanmar	11 305	10	69	5 994	0	3 243	20 621	0	58 380	79 001	181
Népal	15 988	2 038	288	6 835	6 849	4 482	36 480	7 263	77 977	121 718	552
Niger	6 909	6 461	794	2 425	6 829	8 833	32 251	453	81 471	114 175	1 237
Ouganda	11 203	1 492	774	9 434	15 349	7 075	45 327	2 567	68 160	116 054	171
République centrafricaine	6 473	975	694	1 385	0	1 591	11 118	1 798	38 011	50 927	0
République démocratique populaire lao	8 228	2 250	25	1 448	9 457	1 267	22 675	1 719	9 596	33 990	0
République-Unie de Tanzanie	10 042	543	704	12 869	7 730	9 741	41 629	1 577	124 458	167 664	3 650
Rwanda	8 103	2 131	655	2 042	1 573	5 259	19 763	3 113	27 588	50 464	240
Samoa	1 483	525	69	0	0	590	2 667	61	834	3 562	0
Sao Tomé-et-Principe	1 012	120	166	45	2 090	682	4 115	587	6 969	11 671	0
Sierra Leone	6 135	365	606	1 841	447	1 621	11 015	63	841	11 919	230
Somalie	7 057	2 633	845	3 127	23 432	3 452	40 546	2 804	21 689	65 039	314
Soudan	3 077	2 141	1 710	12 582	42 547	9 513	71 570	6 631	113 390	191 591	1 698
Tchad	14 545	983	255	2 554	9 245	3 288	30 870		36 432	67 302	197
Togo	5 641	1 115	386	708	2 185	1 253	11 288	1 088	45 700	58 076	0
Tuvalu	396	16	8	0	0	11	431	0	0	431	0
Vanuatu	1 568	19	274	0	(116)	790	2 535		381	2 916	0
Yémen	6 555	345	694	1 523	6 654	3 049	18 820	2 558	24 532	45 910	1 107
Total	273 669	58 249	21 914	144 309	339 502	129 388	967 031	72 925	1 426 164	2 466 120	11 281

APPENDICE II

A. Rapport statistique annuel sur les achats
des organisations en 1990 a/

1. Comme le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'avait demandé dès 1984, le Bureau des services d'achats interorganisations du PNUD a établi un rapport statistique sur les achats effectués par les organisations en 1982/1983, qui a servi de base au rapport du Directeur général sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, présenté à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale (A/39/417). Dans sa résolution 39/220 du 18 décembre 1984, l'Assemblée générale a souligné la nécessité de présenter régulièrement des rapports sur la question et encouragé les organisations à collaborer à cette fin avec le Bureau. Le rapport statistique est établi chaque année par le Bureau à partir des renseignements fournis régulièrement par les organisations.

2. A la trente-sixième session du Conseil d'administration du PNUD, le Bureau a été prié d'inclure dans les rapports statistiques des données sur d'autres éléments de la coopération technique tels que les experts, notamment nationaux, les consultants, les bourses et les volontaires, afin de donner une image plus complète de la participation nationale. En novembre 1990, le Directeur général a adressé une lettre dans le même sens à tous les organismes des Nations Unies.

Travaux préparatoires

3. En préparation du rapport de cette année, le Bureau a envoyé le 10 octobre 1990 une lettre à tous les organismes des Nations Unies, les invitant à communiquer, sur les disquettes d'ordinateur fournies, des statistiques sur leurs achats, ventilées par pays fournisseur et par pays d'origine et, pour les contrats de sous-traitance, par pays du siège social. A la demande du Conseil d'administration et du Directeur général, les organismes ont également été invités par une lettre du 4 décembre 1990 à fournir des statistiques sur les experts, les consultants et les volontaires par nationalité et par lien d'affectation, ainsi que les bourses de perfectionnement par pays de nationalité et de placement.

4. Pour présenter une image plus complète de ces statistiques, les bureaux extérieurs du PNUD ont également été priés de communiquer des données sur les achats, le personnel affecté aux projets et recruté sur le plan international et national, les Volontaires des Nations Unies, les bourses relatives aux projets exécutés par les gouvernements, et l'ensemble des dépenses de fonctionnement des bureaux extérieurs. Les dépenses de fonctionnement afférentes au siège des organismes n'ont pas été incluses.

Observations générales

5. D'une manière générale, la réponse des organisations du système des Nations Unies a été encourageante, sauf pour les données relatives aux pays d'origine. Il est encore une fois impossible de présenter des statistiques complètes sur les pays d'origine, car 10 organisations n'ont pu fournir de renseignements sur ce sujet. Le volume d'achat de ces organisations représente 67 % du total de l'élément "matériel". Plusieurs organisations ayant communiqué des données concernant les pays d'achat et les pays d'origine n'ont pas été en mesure de fournir des données complètes pour cette dernière catégorie.

6. Les informations présentées ici sont tirées des données communiquées par 33 organisations ainsi que des renseignements systématiquement fournis par les 99 bureaux extérieurs du PNUD sur les projets exécutés par les gouvernements et les dépenses de fonctionnement.

Récapitulatif : Système des Nations Unies

<u>Objet</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Achats, total (en millions de dollars)	776,0	916,0	1 007,6	1 136,0
Matériel (en millions de dollars)	636,0	779,0	852,5	942,0
Sous-traitance (en millions de dollars)	140,0	137,0	155,0	194,0
<u>Pays en développement</u>				
Achats, total (en millions de dollars)	173,8	204,0	278,2	320,00
Augmentation totale (en pourcentage)	8,53	18,00	37,16	15,00
Part en pourcentage	22,39	22,27	27,63	28,10
Augmentation de la part (en pourcentage)	30,87	17,37	24,35	2,06
Personnel de projet recruté sur le plan international, total	-	-	-	16 356
- Pays en développement (pourcentage)	-	-	-	38

/...

<u>Objet</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
- Importants pays donateurs sous-utilisés (pourcentage)	-	-	-	12
Personnel de projet national, total	-	-	-	15 032
Total des Volontaires des Nations Unies	-	-	-	2 417
Boursiers	-	-	-	31 977

Evolution des achats entre 1987 et 1990, en millions de dollars

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Matériel	636	779	852	942
Sous-traitance	<u>140</u>	<u>137</u>	<u>155</u>	<u>942</u>
Total	776	916	1 007	1 136

7. En 1990, le total des achats a augmenté de 12,8 % en valeur nominale par rapport à l'année précédente. En 1989, cette augmentation était de 10,3 % et en 1988 de 18 %.

8. La part du matériel a augmenté de 10,7 % par rapport à 1989, celle de la sous-traitance de 24,5 %.

Achats auprès des pays en développement

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Pourcentage du total des achats	23,3	22,2	27,6	28,1
Montant (en millions de dollars)	174	204	178	320

9. La part des achats auprès des pays en développement est passée de 27,6 % en 1989 à 28,1 % en 1990.

10. Les achats auprès des pays en développement ont augmenté de 15 % en valeur nominale par rapport à 1989, ce qui représente environ 1,2 fois l'augmentation du pourcentage du total des achats.

Achats auprès d'importants pays donateurs sous-utilisés

(En millions de dollars)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Canada	12,3	17,3	14,5	21,0
Danemark	22,2	23,4	29,7	25,0
Finlande	5,2	6,8	8,8	15,6
Norvège	7,3	8,1	6,7	8,4
Pays-Bas	19,3	27,1	31,5	27,9
Suède	<u>17,2</u>	<u>23,1</u>	<u>25,8</u>	<u>38,3</u>
Total	83,5	105,8	117,0	136,2

Note : Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses de fonctionnement des organismes des Nations Unies situés au Canada et au Danemark.

11. Le total des achats auprès des importants pays donateurs sous-utilisés a augmenté de 16,2 % en valeur nominale par rapport à 1989.

Achats par pays fournisseur (en pourcentage du total)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Grands fournisseurs	57,6	58,0	52,9	51,7
Pays en développement	22,4	22,3	27,6	28,2
Importants pays donateurs sous-utilisés	10,8	11,4	11,6	12,0
Divers	<u>9,2</u>	<u>8,3</u>	<u>7,9</u>	<u>8,1</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Les "grands fournisseurs" sont les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la France et la Suisse. Les "importants pays donateurs sous-utilisés" sont le Canada, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. La rubrique "divers" regroupe les autres pays industrialisés.

12. En examinant le total des achats, on constate que la part des sept grands pays fournisseurs n'a cessé de baisser, passant de 57,6 % en 1987 à 51,7 % en 1990.

13. Durant la même période, la part des pays en développement est passée de 22,4 % à 28,2 %.

Achats par organisation (en pourcentage du total)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
UNICEF	28,0	27,0	27,1	26,8
PNUD/BSP	13,0	9,6	10,7	16,0
FAO	10,9	13,0	8,5	6,5
OMS	9,4	7,0	9,6	11,3
HCR	4,5	7,0	5,8	4,2
OIT	3,0	5,2	4,5	4,8
DCTD (ONU)	4,6	4,0	4,2	4,7
ONUDI	4,9	5,3	5,8	4,8
UNRWA	5,7	6,9	6,2	5,7
Divers	<u>16,0</u>	<u>15,9</u>	<u>17,6</u>	<u>15,2</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

14. En 1990, neuf grandes organisations ont été à l'origine de 84,8 % des achats. Cette proportion est restée à peu près inchangée au cours des quatre dernières années.

15. Ces neuf organisations sont les suivantes : UNICEF, PNUD/BSP, OMS, HCR, OIT, Département de la coopération technique pour le développement (ONU), ONUDI, UNRWA et FAO.

Achats de matériel (en pourcentage du total)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Grands fournisseurs	62,0	58,0	55,0	54,0
Pays en développement	21,4	21,0	25,0	25,6
Importants pays donateurs sous-utilisés	8,0	12,5	12,5	13,0
Divers	<u>8,6</u>	<u>8,5</u>	<u>7,5</u>	<u>7,4</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

16. En 1990, la part des achats effectués auprès des pays en développement a progressé, et celle des achats effectués auprès des importants pays donateurs sous-utilisés a accusé une très légère augmentation.

Contrats de sous-traitance (services professionnels) par pays de siège social, en pourcentage du total

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Grands fournisseurs	52,6	57,4	42,3	45,5
Pays en développement	33,0	29,5	42,4	39,7
Importants pays donateurs sous-utilisés	7,3	6,5	7,0	7,2
Divers	<u>7,1</u>	<u>6,6</u>	<u>8,3</u>	<u>7,2</u>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

17. En 1990, la part des contrats de sous-traitance des pays en développement a diminué, et celle des importants pays donateurs sous-utilisés a très légèrement augmenté.

Récapitulatif : Financement en provenance du PNUD

a) Contrats de sous-traitance par secteur en 1990

Questions de développement général	29,0
Ressources naturelles	16,5
Agriculture, sylviculture et pêche	14,3
Industrie	12,3
Aide humanitaire et secours	10,0
Science et technologie	6,3
Education	4,0
Transport et communications	3,0
Santé	0,3
Divers	<u>4,3</u>
Total	100,0

b) Contrats de sous-traitance par siège social en 1990

En millions de dollars

Etats-Unis	18,9
France	5,8
Philippines	5,7
Royaume-Uni	4,6
Inde	2,9
Canada	2,9
Danemark	2,6
Pays-Bas	2,6
Mali	2,5
Argentine	2,5
Italie	2,4
Egypte	2,4
Australie	2,1
Thaïlande	1,7
République arabe syrienne	1,7
Divers	20,3
Total	81,6

Projets exécutés par les gouvernements avec un financement du PNUD

18. Sur les 113 bureaux extérieurs du PNUD qui ont été interrogés, 99 ont communiqué des données relatives aux marchés passés pour les projets exécutés par les gouvernements :

Fournisseurs, et parts en pourcentage du total :

	1989	1990
Pays développés	49,5	35,0
Pays en développement	45,8	59,0
Importants pays donateurs sous-utilisés	4,7	6,0
Total	100,0	100,0

Fournisseurs des 99 bureaux extérieurs qui ont communiqué des renseignements pour 1990 :

	<u>En millions de dollars</u>	<u>En pourcentage</u>
Pays développés	9,0	35
Pays en développement	14,9	59
Importants pays donateurs sous-utilisés	1,6	6
Total	25,5	100

Les chiffres ci-dessus se rapportent aux pays fournisseurs; il n'a pas été possible d'obtenir des détails sur le pays d'origine des biens et des services.

Depenses de fonctionnement (bureaux extérieurs du PNUD)

19. Il a été demandé à tous les bureaux extérieurs du PNUD de fournir des détails sur leurs dépenses de fonctionnement. Le montant total correspondant aux 86 bureaux extérieurs qui ont répondu est d'environ 13 millions de dollars.

20. Il faut noter que ce montant correspond aux dépenses engagées sur place par le représentant résident.

21. Il n'existe pas de ventilation des articles achetés sur place par pays d'origine.

Personnel de projet recruté sur le plan international

22. Au total, 10 677 agents recrutés sur le plan international ont été affectés en 1990 à des projets financés par le PNUD dans les pays en développement, ce qui représente une augmentation de 8,6 % par rapport à 1989.

23. Près de 8,7 % de ces agents étaient des femmes.

24. Toutes sources de financement confondues, le nombre total d'agents de projet recrutés sur le plan international par le système des Nations Unies a été de 16 356 en 1990, soit au total 28 533 mois de travail, la moyenne par agent est donc de près de 1,8 mois de travail.

25. On trouvera ci-après la ventilation en pourcentage de ces totaux, correspondant au financement du PNUD et à l'ensemble des sources de financement.

	<u>Financement du PNUD</u>	<u>Tous financements</u>
a) <u>Par région d'affectation :</u>		
Afrique	36	38
Asie et Pacifique	28	17
Amérique latine et Caraïbes	19	26
Etats arabes et Europe	17	19
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
b) <u>Par pays d'origine :</u>		
Pays développés	50	47
Pays en développement	38	40
Importants pays donateurs sous-utilisés	12	13
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0

	<u>Financement du PNUD</u>	<u>Tous financements</u>
c) <u>Par sexe :</u>		
Hommes	91,3	91,4
Femmes	8,7	8,6
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0

Personnel de projet national

26. Au total, 11 267 agents nationaux ont été affectés en 1990 à des projets financés par le PNUD, soit une augmentation de 8,6 % par rapport à 1989.

27. Toutes sources de financement confondues, le nombre total d'agents nationaux affectés aux projets du système des Nations Unies en 1990 a été de 15 032, soit au total 37 568 mois de travail.

28. La moyenne par agent, toutes sources de financement confondues, est donc de près de 2,5 mois de travail. On trouvera ci-après la ventilation en pourcentage de ces totaux, correspondant au financement du PNUD et à l'ensemble des sources de financement.

	<u>Financement du PNUD</u>	<u>Tous financements</u>
a) <u>Par région d'affectation :</u>		
Afrique	67	52
Asie et Pacifique	15	28
Amérique latine et Caraïbes	11	14
Etats arabes et Europe	7	6
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
b) <u>Par sexe :</u>		
Hommes	73	89
Femmes	27	11
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0

Volontaires des Nations Unies

29. En 1990, environ 2 160 Volontaires des Nations Unies ont été financés par le PNUD, soit une augmentation de 10,4 %.

30. Sur ce total, près de 15,3 % étaient des femmes.

31. Toutes sources de financement confondues, le nombre total de Volontaires des Nations Unies travaillant pour le système des Nations Unies en 1990 a été de 2 417, ce qui représente un total de 21 399 mois de travail.

/...

32. La moyenne par Volontaires est donc de près de neuf mois de travail.

33. On trouvera ci-après la ventilation en pourcentage de ces totaux, correspondant au financement du PNUD et à l'ensemble des sources de financement.

	<u>Financement du PNUD</u>	<u>Tous financements</u>
a) <u>Par région d'affectation :</u>		
Afrique	48	48
Asie et Pacifique	32	32
Amérique latine et Caraïbes	13	13
Etats arabes et Europe	7	7
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
b) <u>Par pays d'origine :</u>		
Pays développés	90,0	88,0
Pays en développement	8,0	9,4
Importants pays donateurs sous-utilisés	2,0	2,6
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
c) <u>Par sexe :</u>		
Hommes	84,7	83,3
Femmes	15,3	16,7
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0

Boursiers

34. En 1990, 12 039 bourses ont été allouées dans le cadre de projets financés par le PNUD.

35. Les bourses octroyées à des femmes représentent près de 11 % du total.

36. Toutes sources de financement confondues, le nombre total de bourses octroyées par les organisations du système des Nations Unies en 1990 a été de 31 977, ce qui représente au total 29 272 mois de travail.

37. La moyenne par boursier en 1990 a donc été de près de un mois de travail.

38. On trouvera ci-après la ventilation en pourcentage de ces totaux, correspondant au financement du PNUD et à l'ensemble des sources de financement.

	<u>Financement du PNUD</u>	<u>Tous financements</u>
a) <u>Par région d'affectation :</u>		
Afrique	39	31
Asie et Pacifique	21	43
Amérique latine et Caraïbes	28	17
Etats arabes et Europe	12	9
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
b) <u>Par pays d'origine :</u>		
Pays développés	46	73
Pays en développement	47	24
Importants pays donateurs sous-utilisés	7	3
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0
c) <u>Par sexe :</u>		
Hommes	89	92
Femmes	11	8
	<hr/>	<hr/>
Total	100,0	100,0

Note

a/ Etabli en mai 1991 par le Bureau des services d'achats interorganisations.

B. Total des achats par organisation

(En milliers de dollars)

Organisation	1990								Organisation
	1988		1989		Total	Pays développés (En pourcentage)	Pays en développement (En pourcentage)	Pays non spécifiés (En pourcentage)	
	Total	Total	Biens	Services					
DCTD (ONU)	38 403,0	41 970,0	42 815,0	10 527,0	53 342,0	71,26	28,20	0,54	DCTD (ONU)
CEA	819,5	1 662,8	1 900,0		1 900,0		100,00		CEA
CEPALC	839,5	752,6	459,6	509,6	969,2	55,01	44,99		CEPALC
CESAO	48,2	460,6							CESAO
CESAP		4 751,0	1 846,2	1 089,9	2 936,1	33,19	66,81		CESAP
UNRWA	55 113,3	62 338,2	65 136,2		65 136,2	47,37	16,32	36,31	UNRWA
CNUEH	9 965,8	10 204,4	5 719,5	6 403,7	12 123,2	39,92	58,68	1,40	CNUEH
ONUDI	48 659,0	58 293,6	43 028,9	11 155,8	54 184,7	72,02	20,96	7,02	ONUDI
OIT	47 897,2	45 017,3	48 904,8	5 988,5	54 893,3	74,38	25,45	0,17	OIT
FAO	120 846,4	85 535,4	48 873,2	24 632,4	73 505,6	88,47	11,53		FAO
Unesco	18 828,0	16 171,0	15 357,8	4 373,0	19 730,8	61,78	38,22		Unesco
OACI	18 230,6	14 604,4	9 410,0	919,0	10 329,0	75,59	24,41		OACI
OMS	64 134,3	96 582,7	74 631,5		74 631,5	81,85	18,15		OMS
OPS	33 264,1	57 699,9	38 034,7	15 858,9	53 893,6	46,23	53,76	0,01	OPS
HCR	63 881,4	58 915,1	47 608,7		47 608,7	76,41	23,39	0,20	HCR
UPU	491,3	765,7	960,2		960,2	45,16	53,34	1,50	UPU
UIT	4 870,0	11 846,3							UIT
OMM	8 664,8	9 437,6	9 554,0	580,5	10 134,5	75,40	24,60		OMM
OMI	1 629,2	1 790,0	1 054,4		1 054,4	86,06	13,80	0,14	OMI
OMPI	683,0	572,7							OMPI
AIEA	16 880,4	19 390,9	23 653,0	711,1	24 364,1	89,69	8,96	1,35	AIEA
PNUD/BSP	87 443,9	107 659,2	87 228,8	93 679,1	180 907,9	71,02	25,25	3,73	PNUD/BSP
FNUAP	20 747,6	23 746,1	29 367,2		29 367,2	72,07	19,75	8,18	FNUAP
UNICEF	248 434,6	273 364,4	304 945,1		304 945,1	69,60	30,32		UNICEF
OMT	364,6	1 227,4	203,0	748,0	951,0	68,35	31,65		OMT
TOTAL	911 139,7	1 004 759,3	900 691,8	177 176,5	1 077 868,3	70,24	26,20	3,57	TOTAL
CCI	2 656,6	2 821,5	1 884,1	1 206,0	3 090,1	75,30	65,30		CCI
PNUD	2 177,2	847,5	191,0	641,4	832,4	95,63	4,37		PNUD
CNUCED		1 129,1	1 153,3	443,8	1 597,1	45,75	54,25		CNUCED
GATT		64,1	311,3		311,3	100,00			GATT
BasD		760,1	252,7		252,7	100,00			BasD
CEE			327,4	69,3	396,7	92,10	7,89		CEE
MAINT. PAIX (ONU)			12 800,4		12 800,4	54,12	45,88		MAINT. PAIX (ONU)
CST (ONU)			84,8		84,8		100,00		CST (ONU)
TOTAL GENERAL	915 973,5	1 010 381,6	917 612,0	179 537,0	1 097 149,0	67,47	28,09	3,39	TOTAL GENERAL

**C. Total des achats de biens par pays fournisseur et de services
par pays du siège social**

(En milliers de dollars)

Pays	1989				1990			
	Biens	Services	Total	En pourcentage	Biens	Services	Total	En pourcentage
PAYS MEMBRES								
Afghanistan	684,2	5,5	689,7	0,07	982,4	1,5	983,9	0,09
Afrique du Sud	0,4		0,4	0,00				
Albanie					1,3		1,3	0,00
Algérie	25,4		25,4	0,00	80,8		80,8	0,01
Allemagne, République fédérale d'	74 692,5	5 126,6	79 819,1	7,94	68 163,5	1 180,2	69 343,7	6,44
Angola	1 445,9	3 067,0	4 512,9	0,45	544,0	124,8	668,8	0,06
Antigua-et-Barbuda					3,7	3,0		
Arabie saoudite	475,7	88,2	563,9	0,06	141,2	3,2	144,4	0,01
Argentine	1 191,2	2 365,6	3 556,8	0,35	2 341,2	2 276,1	4 617,2	0,43
Australie	2 577,6	2 937,5	5 515,1	0,55	4 712,2	2 754,7	7 466,9	0,69
Autriche	14 112,9	823,2	14 936,1	1,49	17 092,3	804,4	17 896,7	1,66
Bahamas					107,7	73,7	181,4	0,02
Bahreïn	13,6	34,8	48,4	0,00	38,0		38,0	0,00
Bangladesh	10 693,3	1 621,2	12 314,5	1,23	6 135,0	693,6	6 828,6	0,63
Barbade	325,4	243,1	568,5	0,06	147,8	98,0	245,8	0,02
Belgique	18 477,8	4 649,7	23 127,5	2,30	11 517,2	337,7	11 854,9	1,10
Belize	23,8	77,7	101,5	0,01	89,6	133,7	223,3	0,02
Bénin	675,8	24,5	700,3	0,07	704,8	14,0	718,8	0,07
Bhoutan	1 702,0	15,0	1 717,0	0,17	138,1	142,0	280,1	0,03
Bolivie	8 580,5	582,2	9 162,7	0,91	1 792,8	1 070,8	2 863,6	0,27
Botswana	584,6	28,7	613,3	0,06	455,3	1,0	456,3	0,04
B Brésil	5 144,8	16 104,5	21 249,3	2,11	3 634,9	2 501,3	6 136,3	0,57
Brunéi Darussalam	24,2		24,2	0,00	5,0		5,0	0,00
Bulgarie	139,7	149,6	289,3	0,03	148,8	91,8	240,6	0,02
Burkina Faso	1 524,6	189,6	1 714,2	0,17	2 036,3	528,1	2 564,4	0,24
Burundi	663,1		663,1	0,07	1 156,8	84,6	1 241,4	0,12
Cameroun	296,2	791,9	1 088,1	0,11	701,1	30,0	731,1	0,07
Canada	12 441,4	2 036,8	14 478,2	1,44	16 550,1	3 224,4	19 774,5	1,84
Cap-Vert	326,8	71,1	397,9	0,04	102,5	54,7	157,2	0,01
Chili	940,8	522,4	1 463,2	0,15	941,7	547,3	1 489,0	0,14
Chine	4 941,6	457,4	5 399,0	0,54	6 862,4	423,9	7 286,3	0,68
Chypre	350,5	58,8	409,3	0,04	554,1		554,1	0,05
Colombie	1 242,3	955,5	2 197,8	0,22	1 333,7	1 029,0	2 362,7	0,22
Comores	51,3	16,0	67,3	0,01	71,3	4,0	75,3	0,01
Congo	1 284,9	211,0	1 495,9	0,15	111,2	112,4	223,6	0,02
Costa Rica	1 296,4	944,8	2 241,2	0,22	1 695,5	647,0	2 342,4	0,22
Côte d'Ivoire	595,3	135,6	730,9	0,07	1 324,0	65,0	1 389,0	0,13
Cuba	54,4	839,1	893,5	0,09	470,7	79,3	550,0	0,05
Danemark	26 900,4	2 803,4	29 703,8	2,96	23 605,0	1 333,7	24 938,7	2,32
Djibouti	176,6		176,6	0,02	213,3	40,0	253,3	0,02

/...

Pays	1989				1990			
	Biens	Services	Total	En pourcentage	Biens	Services	Total	En pourcentage
Dominique	17,9		17,9	0,00				
Egypte	2 609,9	851,8	3 461,7	0,34	3 098,5	2 615,0	5 713,5	0,53
El Salvador	2 243,5	100,8	2 344,3	0,23	1 366,9	1 365,0	2 731,9	0,25
Emirats arabes unis	410,1	100,0	510,1	0,05	399,0		399,0	0,04
Equateur	812,2	350,3	1 162,5	0,12	1 782,3	1 141,1	2 923,4	0,27
Espagne	1 157,3	908,4	2 065,7	0,21	2 120,0	422,1	2 542,2	0,24
Etats-Unis d'Amérique	93 383,0	13 095,6	106 478,6	10,60	100 379,9	20 558,7	120 938,7	11,24
Ethiopie	1 667,3	131,4	1 798,7	0,18	2 742,9	22,0	2 764,9	0,26
Fidji	410,8	713,8	1 124,6	0,11	260,1	181,5	441,6	0,04
Finlande	6 449,6	2 345,2	8 794,8	0,88	11 414,8	3 390,0	14 804,8	1,38
France	52 108,0	4 592,5	56 700,5	5,64	59 340,1	12 700,1	72 040,3	6,70
Gabon	179,6	16,0	195,6	0,02	142,2	46,0	188,2	0,02
Gambie	397,0		397,0	0,04	299,2		299,2	0,03
Ghana	762,0	507,2	1 269,2	0,13	644,4	70,0	714,4	0,07
Grèce	559,1	268,8	827,9	0,08	362,0	490,0	852,0	0,08
Grenade	38,3		38,3	0,00	18,7		18,7	0,00
Guatemala	1 709,4	1 471,7	3 181,1	0,32	1 971,4	1 076,1	3 047,5	0,28
Guinée	934,6	1 991,5	2 926,1	0,29	777,5	1 338,6	2 116,1	0,20
Guinée équatoriale	126,1		126,1	0,01	119,1	1,0	120,1	0,01
Guinée-Bissau	591,7	30,0	621,7	0,06	580,0	129,9	709,9	0,07
Guyana	89,2		89,2	0,01	177,5	33,1	210,6	0,02
Haïti	816,5	398,9	1 215,4	0,12	2 079,2	620,9	2 700,2	0,25
Honduras	782,6	486,3	1 268,9	0,13	623,8	11,3	635,0	0,06
Hongrie	4 453,4	1 255,7	5 709,1	0,57	4 495,7	160,0	4 655,7	0,43
Iles Cook	11,9		11,9	0,00	26,6		26,6	0,00
Iles Salomon	35,5		35,5	0,00	11,2	11,3	22,5	0,00
Inde	35 871,4	1 580,3	37 451,7	3,73	35 197,9	1 918,2	37 116,1	3,45
Indonésie	2 853,8	682,8	3 536,6	0,35	2 978,1	196,9	3 175,0	0,30
Iran (République islamique d')	14,0		14,0	0,00	166,0	17,0	183,0	0,02
Iraq	29,2	113,3	142,5	0,01	66,6	35,5	102,1	0,01
Irlande	3 252,4	306,6	3 559,0	0,33	3 190,8	315,0	3 505,8	0,33
Islande								
Israël	5 725,1		5 725,1	0,57	2 778,4	37,0	2 815,4	0,26
Italie	48 363,3	25 497,4	73 860,7	7,35	45 897,7	34 984,5	80 882,2	7,52
Jamahiriya arabe libyenne	8,0	24,5	32,5	0,00	16,4		16,4	0,00
Jamaïque	220,7	78,3	299,8	0,03	312,0	170,5	482,5	0,04
Japon	85 552,2	993,2	86 545,4	8,61	93 832,4	1 655,6	95 487,9	8,87
Jordanie	2 995,2	6,0	3 001,2	0,30	7 285,3	98,4	7 383,7	0,69
Kenya	6 842,3	581,3	7 423,6	0,74	5 943,3	1 879,4	7 822,7	0,73
Koweït	249,2	174,0	423,2	0,04	96,5		96,5	0,01
Lesotho	902,8		902,8	0,09	284,7	224,6	509,4	0,05
Liban	1 403,0	100,0	1 503,0	0,15	1 801,0	58,0	1 859,0	0,17
Libéria	337,6	38,0	375,6	0,04	149,2	20,0	169,2	0,02

Pays	1989				1990			
	Biens	Services	Total	En pourcentage	Biens	Services	Total	En pourcentage
Luxembourg	274,1	685,6	959,7	0,10	2 526,0	26,4	2 552,5	0,24
Madagascar	967,8	145,8	1 113,6	0,11	900,8	86,0	986,8	0,09
Malaisie	2 265,3	42,0	2 307,3	0,23	1 237,0	109,9	1 347,0	0,13
Malawi	2 541,9	492,3	3 034,2	0,30	3 359,8	206,5	3 565,4	0,33
Maldives	509,2		509,2	0,05	199,1	50,9	250,0	0,02
Mali	1 725,6	1 564,3	3 289,9	0,33	2 140,9	325,5	2 467,4	0,23
Malte	134,4	65,0	199,4	0,02	61,2		61,2	0,01
Maroc	2 473,5	11,5	2 485,0	0,25	3 494,8	45,8	3 540,6	0,33
Maurice	110,5		110,5	0,01	219,1	180,6	399,7	0,04
Mauritanie	458,1	10,1	468,2	0,05	390,8	62,4	453,2	0,04
Mexique	708,2	1 252,3	1 960,5	0,20	2 092,6	876,3	2 968,9	0,28
Mongolie	1,5		1,5	0,08	4,0	230,9	234,9	0,02
Montserrat					11,7		11,7	0,00
Mozambique	1 451,5	36,0	1 487,5	0,15	1 989,2	110,6	2 099,8	0,20
Myanmar	894,5		894,5	0,09	198,9	6,5	205,4	0,02
Namibie	300,4		300,4	0,03	390,5	13,0	403,5	0,04
Népal	2 188,1	428,7	2 616,8	0,26	2 374,0	118,5	2 492,5	0,23
Nicaragua	633,5	320,1	953,6	0,09	2 074,4	7 142,6	9 217,0	0,86
Niger	1 718,1	553,0	2 271,1	0,23	1 693,2	1 043,8	2 737,0	0,25
Nigéria	1 963,1	185,2	2 148,3	0,21	3 979,0	102,0	4 081,0	0,38
Norvège	6 599,8	90,0	6 689,8	0,67	8 006,1	609,5	8 615,7	0,80
Nouvelle-Zélande	147,6	517,3	664,9	0,07	317,1	581,2	898,3	0,08
Oman	50,0		50,0	0,00	71,3		71,3	0,01
Ouganda	1 108,1	62,0	1 170,1	0,12	2 194,9	145,1	2 340,0	0,22
Pakistan	8 625,8	3 571,7	12 197,5	1,21	7 429,8	4 628,8	12 058,7	1,12
Panama	878,1	65,5	943,6	0,09	2 200,7	120,5	2 321,2	0,22
Papouasie-Nouvelle-Guinée	319,4	39,0	358,4	0,04	136,2	54,9	191,1	0,02
Paraguay	491,2	164,6	655,8	0,07	606,4	194,4	800,8	0,07
Pays-Bas	29 220,2	2 262,1	31 482,3	3,13	24 869,3	2 786,1	27 655,4	2,57
Pérou	503,9	365,8	869,7	0,09	1 552,9	539,0	2 091,9	0,19
Philippines	2 273,1	648,9	2 922,0	0,29	2 237,7	4 648,2	6 885,9	0,64
Pologne	1 472,7	72,2	1 544,9	0,15	693,9		693,9	0,06
Portugal	957,1	659,3	1 616,4	0,16	819,5	151,0	970,5	0,09
Qatar	19,0		19,0	0,00	5,8		5,8	0,00
République arabe syrienne	45,2	7,0	52,2	0,01	1 623,5	1 694,6	3 318,1	0,31
République centrafricaine	782,3	52,0	834,3	0,08	825,7	44,6	870,3	0,08
République démocratique allemande	1 256,3	640,2	1 896,5	0,19	1 304,2		1 304,2	0,12
République démocratique populaire lao	1 088,0	8,9	1 096,9	0,11	832,6	27,5	860,1	0,08
République dominicaine	289,7	1,0	290,7	0,03	363,9	240,1	604,0	0,06

/...

Pays	1989				1990			
	Biens	Services	Total	En pourcentage	Biens	Services	Total	En pourcentage
République-Unie de Tanzanie	1 036,9	182,4	1 219,3	0,12	1 015,0	341,9	1 356,9	0,13
Roumanie	62,2	42,0	104,2	0,01	201,7		201,7	0,02
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	69 750,8	5 494,5	75 245,3	7,49	70 870,8	6 108,6	76 979,4	7,15
Rwanda	719,6	27,3	746,9	0,07	629,0	2 375,8	3 004,7	0,28
Saint-Vincent-et-Grenadines	7,4		7,4	0,00	8,2		8,2	0,00
Sainte-Lucie	6,5		6,5	0,00	6,5	5,0	11,5	0,00
Samoa					41,8		41,8	0,00
Sao Tomé-et Príncipe	83,5	4 236,6	4 320,1	0,43	73,7		73,7	0,01
Sénégal	2 825,9	518,2	3 344,1	0,33	3 990,9	216,4	4 207,3	0,39
Seychelles	5,0		5,0	0,00	13,3		13,3	0,00
Sierra Leone	392,3	4,4	396,7	0,04	827,9	110,6	958,5	0,09
Singapour	4 583,1	258,3	4 841,4	0,48	4 625,5	49,8	4 675,2	0,43
Somalie	316,9	188,1	505,0	0,05	433,2	11,0	444,2	0,04
Soudan	1 368,1	445,0	1 813,1	0,18	1 718,9	125,6	1 844,5	0,17
Sri Lanka	1 494,1	159,8	1 653,9	0,16	1 710,1	204,7	1 914,8	0,18
Suède	24 638,2	1 202,0	25 840,2	2,57	30 827,2	8 363,3	39 190,4	3,64
Suriname	32,1	8,8	40,9	0,00	28,8	33,7	62,5	0,01
Swaziland	472,9	4,0	476,9	0,05	575,1	8,0	583,1	0,05
Tchad	2 066,9	2 180,6	4 247,5	0,42	1 455,9	1 785,7	3 241,5	0,30
Tchécoslovaquie	739,2	537,3	1 276,5	0,13	966,6	305,3	1 271,9	0,12
Thaïlande	5 864,0	893,6	6 757,6	0,67	5 641,6	553,4	6 195,0	0,58
Togo	905,7	25,5	931,2	0,09	1 019,4	37,6	1 057,0	0,10
Trinité-et-Tobago	399,2	138,4	537,6	0,05	603,1	300,2	903,3	0,08
Tunisie	224,1	52,5	276,6	0,03	320,1	397,2	717,3	0,07
Turquie	2 356,6	49,5	2 406,1	0,24	1 918,4	3 187,0	5 105,4	0,47
Tuvalu	1,1		1,1	0,00	217,0		217,0	0,02
Union des Républiques socialistes soviétiques	4 067,4	878,5	4 945,9	0,49	8 323,3	754,7	9 078,0	0,84
Uruguay	116,6	222,7	339,3	0,03	140,3	39,6	179,9	0,02
Vanuatu	52,7		52,7	0,01	28,0		28,0	0,00
Venezuela	696,3	661,3	1 357,6	0,14	751,9	567,0	1 318,9	0,12
Viet Nam	2 012,1	9,5	2 021,6	0,20	3 032,0	14,8	3 046,8	0,28
Yémen	240,8	29,5	270,3	0,03	323,5	24,0	347,5	0,03
Yémen démocratique	187,6	21,0	208,6	0,02	117,2	4 353,9	4 471,1	0,42
Yougoslavie	3 518,2	179,0	3 697,2	0,37	3 355,0	25,0	3 440,0	0,32
Zaïre	767,4	89,3	856,7	0,09	578,4	71,0	649,4	0,06
Zambie	651,4	1 578,9	2 230,3	0,22	933,2	152,6	1 085,8	0,10
Zimbabwe	3 418,4	358,8	3 777,2	0,38	5 542,8	142,2	5 685,1	0,53
Total partiel	775 582,3	143 465,9	919 048,2	91,47	810 229,7	166 433,9	976 663,6	90,77

Pays	1989			En pour- centage	1990			En pour- centage
	Biens	Services	Total		Biens	Services	Total	
PAYS OU REGIONS NON MEMBRES								
Bermudes								
Hong-kong	14 672,7		14 672,7	1,46	12 627,0	226,0	12 853,0	1,19
Liechtenstein	210,8		210,8	0,02	60,5		60,5	0,01
République de Corée	4 121,1	23,3	4 144,4	0,41	3 711,9	71,1	3 783,0	0,35
République démocratique de Corée	43,5		43,5	0,00	5,0		5,0	0,00
Suisse	44 049,2	10 406,8	54 456,0	5,42	40 432,5	3 612,0	44 044,5	4,09
Taiwan	54,8		54,8	0,01	93,2		93,2	0,01
Tonga	31,3		31,3	0,00	79,9		79,9	0,01
NON PRECISES	12 048,2	49,5	12 097,7	1,20	31 552,0	6 833,4	38 385,4	3,57
Total général	850 813,9	153 945,5	1 004 759,4	100,00	898 791,7	177 176,4	1 075 968,1	100,00
PAYS MEMBRES	775 582,3	143 465,9	919 048,2	91,47	810 229,7	166 433,9	976 663,6	90,77
PAYS NON MEMBRES	63 183,4	10 430,1	73 613,5	7,33	57 010,0	3 909,1	60 919,1	5,66
NON PRECISES	12 048,2	49,5	12 097,7	1,20	31 552,0	6 833,4	38 385,4	3,57
Total général	850 813,9	153 945,5	1 004 759,4	100,00	898 791,7	177 176,4	1 075 968,1	100,00
PAYS DEVELOPPES								
Montant	626 271,4	88 735,9	715 007,3	---	648 683,3	107 030,1	755 713,3	---
Pourcentage	73,61	57,64	71,16	---	72,17	60,41	70,24	---
PAYS EN DEVELOPPEMENT								
Montant	212 494,3	65 160,1	277 654,4	---	218 556,4	63 312,9	281 869,3	---
Pourcentage	24,98	42,33	27,63	---	24,32	35,73	26,20	---
PAYS NON PRECISES								
Montant	12 048,2	49,5	12 097,7	---	31 552,0	6 833,4	38 385,4	---
Pourcentage	1,42	0,03	1,20	---	3,51	3,86	3,57	---
